

LES PREMIERS LOTS DU FONCIER ÉCONOMIQUE ATTRIBUÉS À 97 INVESTISSEURS

16 000 emplois à la clé

Une nouvelle étape importante a été franchie par l'agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Les premiers lots du foncier économique localisés dans 17 wilayas ont été attribués à 97 investisseurs, a fait savoir Omar Rakkache, directeur général de l'Agence, en révélant que la valeur des investissements projetés représente un montant de 208 milliards de DA. P 3



CONTRÔLE DU COMMERCE Près de 13 000 infractions enregistrées en 10 jours

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a dressé son bilan des activités de contrôle économique et de répression des fraudes au niveau du marché national du 11 au 20 mars en cours. En effet, pas moins de 656 516 interventions ont été effectuées par les agents de contrôle et de répression des fraudes, soit une hausse de 22% par rapport à la même période de 2023.

P 2

LA BANQUE CPA OFFICIELLEMENT INTRODUITE EN BOURSE Une étape importante pour le marché financier

Les actions du Crédit populaire d'Algérie (CPA) ont été introduites officiellement hier dans la Bourse d'Alger, portant le nombre d'entreprises cotées à six (Alliance Assurances, Biopharm, El Aurassi, Saïdal, AOM Invest en plus du CPA) et le niveau de la capitalisation boursière à plus de 531 milliards de DA.

P 3

DÉVELOPPEMENT LOCAL 420 milliards de DA pour quatre wilayas



La stratégie du gouvernement pour réduire, voire gommer les disparités régionales, particularité d'un mode de gestion passé, repose sur l'équilibre régional en matière de développement. Lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, le Président de la République a demandé au gouvernement d'accélérer la mise en œuvre des projets stratégiques prévus pour les wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf.

P 5

DISPONIBILITÉ DES PRODUITS AGRICOLES

**L'UNPA
se félicite** P2

ENTREPRENEURIAT

**1000 sociétés détentrices
du label projet innovant
ou start-up** P5

AIR ALGÉRIE

**Les billets non utilisés
pendant la Covid-19
remboursés jusqu'à fin
2024** P16

PÊCHE

Badani préside une
réunion de
coordination

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, M. Ahmed Badani, a présidé lundi à Alger, une réunion de coordination avec les cadres du ministère, consacrée à l'examen de questions relatives au secteur, indique un communiqué du ministère. La réunion a porté notamment sur des questions liées aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la modernisation de la filière de la pêche et l'amélioration des conditions de travail des travailleurs, la gestion des ports de pêche et de plaisance, et qui avaient déjà fait l'objet d'une réunion de coordination avec le ministre en janvier dernier, ajoute la même source. La réunion a été en outre consacrée au suivi de l'opération de vente solidaire des produits de pêche maritime et d'aquaculture pendant le mois de Ramadhan, notamment de la sardine dont le prix a été plafonné à 500 DA/kilo au niveau des points de vente de la chambre algérienne de pêche et d'Aquaculture. Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques s'est enquis des conditions de déroulement des examens de validation des acquis de l'expérience professionnelle des marins en cours d'activité pour l'accès à la conduite de bateaux et engins de pêche (VAEP), examens, qui ont débutés ce lundi dans la wilaya de Annaba, lit-on dans le communiqué.

PROTECTION DES DONNÉES

L'ANPDP rencontre
aujourd'hui les
représentants de trois
secteurs

L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) organisera, mercredi, une rencontre avec les représentants des ministères de l'Energie et des Mines, de l'Environnement et des Energies renouvelables et de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, et ce dans le cadre de la poursuite de la série de tables rondes qu'organise l'ANPDP, indique mardi un communiqué de cette instance. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de « l'approche participative tracée par l'ANPDP pour accompagner les instances concernées par le traitement des données à caractère personnel, conformément aux dispositions de la loi n 18-07 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel, en vue de protéger les droits des individus lors du processus de traitement de leurs données, et d'accélérer le dépôt des déclarations et des demandes d'autorisation de traitement via le portail numérique dédié à cet effet », conclut le communiqué.

CONTRÔLE DU COMMERCE

Près de 13 000 infractions
enregistrées en 10 jours

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a dressé son bilan des activités de contrôle économique et de répression des fraudes au niveau du marché national du 11 au 20 mars en cours. En effet, pas moins de 656 516 interventions ont été effectuées par les agents de contrôle et de répression des fraudes, soit une hausse de 22% par rapport à la même période de 2023.

Par Slimane T

Ces interventions ont permis, indique le ministère, de constater 12 946 infractions et de dresser 12 422 procès-verbaux de poursuite judiciaire. Comparative-ment à la même période de l'année 2023, le nombre d'infractions est en hausse de 4%. Ainsi, les interventions des agents de contrôle et de répression des fraudes, relevant du ministère, ont permis également la saisie de 93,5 tonnes de marchandises et de 143 unités de produits non conformes, d'une valeur totale de plus de 65 millions DA, a révélé un bilan du ministère, faisant état d'un montant global de 2,046 milliards de DA de transactions commerciales sans factures et de 510 échantillons, dont 91 déclarés conformes, 32 non-conformes et 387 en cours d'analyse. Ce bilan couvre plusieurs domaines, à savoir le contrôle de la qualité et la répression des fraudes, le contrôle des pratiques commerciales et la lutte contre la spéculation illicite. S'agissant de la répression des fraudes, le bilan fait état de 30.770 interventions ayant donné lieu à la constatation de 4.913 infractions, à l'établissement de 4.546 procès-verbaux de poursuite judiciaire et à la proposition de fermeture de 121 lo-

caux commerciaux.

Ces interventions ont permis la saisie de 89,71 tonnes de produits alimentaires non-conformes ou impropres à la consommation d'une valeur de 46,5 millions DA. Les infractions relevées portent sur l'absence d'hygiène et de salubrité (60%), l'absence d'autocontrôle (11%), la vente de produits impropres à la consommation (10%), le défaut d'étiquetage (4%), le non-respect de l'obligation de sécurité des denrées alimentaires (4%), le non-respect de l'obligation de sécurité des produits (3%), l'obstruction aux agents de contrôle (2%) et d'autres infractions (6%). Pour ce qui est des pratiques commerciales, 34.746 interventions ont été effectuées, donnant lieu à 8.033 infractions constatées, à 7.876 procès-verbaux dressés et à la proposition de fermeture de 310 locaux commerciaux. Ces interventions ont révélé un montant global de 2,04 milliards DA de transactions commerciales sans factures, donnant lieu à la saisie de 3,79 tonnes de marchandises et de 134 unités de différents produits d'une valeur de 18,96 millions DA, en sus de la proposition de fermeture de 310 locaux. Concernant la nature des infractions constatées, il s'agit principalement du défaut d'étiquetage et d'affichage des

prix et tarifs (58%), de la vente sans factures (9%), du défaut d'inscription au registre de commerce (3%), de l'exercice d'une activité commerciale non mentionnée sur le registre de commerce (2%), de l'émission de factures non conformes (1%) et de la non-modification des données de l'extrait du registre de commerce (1%). D'autres infractions (24%) ont également été relevées pour vente concomitante, exercice d'une activité sans autorisation, pratiques commerciales malhonnêtes et pratiques frauduleuses. Dans le domaine de la lutte contre la spéculation illicite, qui s'inscrit dans le cadre de l'évaluation et du suivi de l'activité de contrôle au niveau du marché conformément à la loi 21-15 du 28 décembre 2021 relative à la lutte contre la spéculation illicite, et dans le cadre des opérations de contrôle réalisées les 10 premiers jours du mois de Ramadhan, 9.285 interventions ont été effectuées, en coordination avec les corps de sécurité, ce qui a permis aux services de contrôle de relever quatre (4) délits et de dresser quatre (4) procès-verbaux de poursuite judiciaire. Par ailleurs, les services de contrôle ont pris des mesures administratives conservatoires avec la saisie de 361 kg de denrées alimentaires.

DISPONIBILITÉ DES PRODUITS AGRICOLES

L'UNPA se félicite

L'Union nationale des paysans algériens (UNPA) s'est félicité, lundi dans un communiqué, de la disponibilité des différents produits agricoles durant le mois de Ramadhan "à des prix abordables pour tous", exprimant sa reconnaissance au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le "grand intérêt" qu'il porte au secteur agricole. "Le Secrétariat national de l'UNPA, sous la direction de son secrétaire général, Dilmi Abdellatif, a constaté de-

puis le début du mois sacré de Ramadhan la disponibilité "la disponibilité des différents produits agricoles (légumes et fruits)". "Aujourd'hui, alors que nous sommes dans la deuxième décennie du mois sacré, ces produits agricoles sont disponibles en abondance sur les marchés, à des prix accessibles pour tous, atteignant plus de 20 variétés de haute qualité", a-t-il souligné. Le Secrétariat national de l'UNPA a également exprimé sa reconnaissance et ses remerciements aux agriculteurs

pour leur travail et leur contribution à la réalisation de la sécurité alimentaire". Le Secrétariat national de l'UNPA a exprimé, en son nom et au nom de tous les agriculteurs et producteurs "sa gratitude au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le grand intérêt qu'il porte au secteur agricole, notamment son soutien aux agriculteurs à travers les indemnités et les incitations octroyées aux victimes des inondations et de la sécheresse".

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir 001700000003889 09

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LES PREMIERS LOTS DU FONCIER ÉCONOMIQUE ATTRIBUÉS À 97 INVESTISSEURS

16 000 emplois à la clé

Une nouvelle étape importante a été franchie par l'agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Les premiers lots du foncier économique localisés dans 17 wilayas ont été attribués à 97 investisseurs, a fait savoir Omar Rakkache, directeur général de l'Agence, en révélant que la valeur des investissements projetés représente un montant de 208 milliards de DA.

Par Sirine R

Ces projets devraient ainsi contribuer à la création de 16 000 emplois, souligne-t-il, en indiquant que ceci est considéré comme étant un indicateur positif et de confiance, d'autant que de nombreuses intentions à l'investissement ont été exprimées par des opérateurs et investisseurs en attente de la prochaine phase de publication du prochain portefeuille foncier via la plateforme. L'intervenant a rappelé que durant cette première étape, l'Agence a présenté 307 parcelles de terrain d'une superficie totale de 176 hectares, réparties sur 28 wilayas. Alors les résultats concernant 17 wilayas ont dévoilés, le reste suivra dans 15 jours, concernant les 11 wilayas. Lors d'une cérémonie organisée hier à Alger, le DG de l'AAPI, Omar Rakkache, a remis officiellement les toutes premières décisions d'attribution de foncier à une centaine d'investisseurs sélectionnés via la plateforme numérique mise en service le mois écoulé. Un moment historique concrétisant sur le terrain les engagements des plus hautes autorités pour une gestion transparente et équitable de l'investissement en Algérie. «Nous nous réunissons aujourd'hui pour démontrer que ces réformes ne sont pas de vains slogans, mais bien une réalité concrète. Ce qui était hier un rêve inaccessible est aujourd'hui une réalité tangible, grâce aux efforts conjugués des cadres de l'État», a affirmé Rakkache, en rappelant que cette cérémonie intervient moins de 3 mois après la publication des nouveaux textes de loi, transposés dans un temps record en mesures opérationnelles sur le terrain. Le 8 février dernier, l'AAPI lançait déjà sa plateforme numérique

pour instruire les demandes d'investissement de manière totalement dématérialisée. «Nous avons travaillé pour traduire efficacement cette forte volonté politique en mesures concrètes et pratiques, malgré les résistances au changement des uns et le sceptique des autres», a insisté le directeur général. Le DG l'AAPI a affirmé que l'Agence a choisi de démarrer son activité en publiant un nombre réduit de fonciers, «afin de permettre aux porteurs de projets de s'adapter aux procédures de candidature et de mûrir leurs projets, dans un principe de concurrence loyale». Mais les étapes à venir verront la publication «du plus grand nombre de parcelles aménagées dans les wilayas disposant d'une abondance de foncier, avec l'espoir que l'installation des agences chargées de l'aménagement soit accélérée» a-t-il encore précisé. Il convient également de mentionner, note-t-il, que l'étude des demandes a révélé des cas de déclarations exagérées, voire même suspects, enregistrées en utilisant les noms et les numéros de téléphone de personnes sans leur consentement, et l'agence se réserve le droit de poursuivre judiciairement ces cas. Par conséquent, détaille-t-il, conformément aux dispositions de la loi sur l'investissement, tous ceux qui ont obtenu des résolutions provisoires et n'ont pas enregistré leurs investissements via les guichets de l'agence seront invités à le faire pendant la période de recours légale, et ils devront fournir toutes les informations permettant à l'agence de vérifier la crédibilité des données incluses dans les demandes, dans le but de diriger l'immobilier vers ceux qui sont les plus dignes et répondent aux orientations de l'État en matière d'investissement.

Pas de demandes pour 66 lots

L'agence, tout en s'efforçant de simplifier et de faciliter les procédures, et en garantissant la transparence et l'égalité de traitement entre tous les acteurs économiques, veillera à une application rigoureuse des dispositions légales et à garantir l'orientation du foncier vers les investissements prioritaires pour l'économie nationale. «Nous ne tolérerons pas le non-respect des cahiers des charges et nous surveillerons attentivement le respect des engagements pris par les investisseurs lors de leurs demandes», -t-il clamé. Tanis que le nombre de lots n'ayant pas fait l'objet de demande a atteint 66 lots notamment dans les wilayas de El Oued, Mostaganem et Tlemcen. L'AAPI a lancé, à cet effet, une réflexion pour déceler les raisons de manque d'attractivité de ces lots et examiner les moyens de les mettre en valeur. Dans cette optique, il convient de souligner que l'agence, dans une approche participative visant à adapter l'offre à la demande, a lancé une enquête visant à connaître les désirs d'investissement ainsi que l'emplacement et la superficie des biens immobiliers demandés, ce qui a conduit à l'enregistrement de 2500 demandes d'investissement au cours des 15 derniers jours. Cette opération vise à établir un cadre de référence pour gérer l'abondance immobilière en adaptant l'offre à la demande, répondant aux exigences des investisseurs d'une part et aux priorités et orientations de l'État d'autre part, d'autant plus que les activités incluses dans les plans de découpage préparés auparavant par les autorités de planification ont dépassé leur temps.

AGENCE ALGÉRIENNE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT
Un rapport exigé pour chaque trimestre

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement est tenu de présenter un rapport chaque trois mois sur l'ensemble des actions menées par l'agence, est-il mentionné dans le décret exécutif n° 24/111, signé par le Premier ministre Mohamed Nadir Larbaoui, et paru au Journal officiel N°9 du 18 mars 2024. Et cela, en sus du rapport annuel, précise le décret fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement. A cet égard, le décret souligne que l'Agence est chargée de l'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'État destiné à la réalisation de projets d'investissement, par voie de concession de gré à gré convertible en cession, et de la conversion de la concession en concession à la demande du concessionnaire conformément à la législation et à la réglementation en vigueur. L'Agence est également chargée de gérer et de promouvoir le foncier économique relevant du domaine privé de l'État, aux fins de sa mise en concession, ainsi que de tenir et de mettre à jour le fichier du foncier économique susceptible de constituer l'offre immobilière destinée à l'investissement et comportant les caractéristiques de chaque bien immobilier. L'Agence a pour mission, entre autres, d'acquérir, pour le compte de l'État, tout foncier de statut privé susceptible de recevoir un projet d'investissement, et d'exercer le droit de préemption, au nom de l'État, sur tous les biens immobiliers de statut privé susceptibles de recevoir un projet d'investissement.

LA BANQUE CPA OFFICIELLEMENT INTRODUITE EN BOURSE

Une étape importante pour le marché financier

Slimane T.

Les actions du Crédit populaire d'Algérie (CPA) ont été introduites officiellement hier dans la Bourse d'Alger, portant le nombre d'entreprises cotés à six (Alliance Assurances, Biopharm, El Aurassi, Saïdal, AOM Invest en plus du CPA) et le niveau de la capitalisation boursière à plus de 531 milliards de DA. L'opération s'est déroulée en présence de ministre des Finances, Laaziz Faïd, du gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Ed-dine Taleb, des Directeurs généraux du CPA, Ali kadri, et de la Bourse d'Alger, Yazid Benmohoub, du président de la Commission d'Organisation et de surveillance des Opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouznada et des cadres du secteur des Finances. L'admission des titres de capital de cette banque publique en Bourse vient en

concrétisation de l'engagement de l'émetteur transcrit dans la notice d'information, relative à l'offre à prix fixe ayant reçu le visa de la COSOB le 18 janvier dernier. Constatant la satisfaction de toutes les conditions d'éligibilité relatives à l'introduction à la Bourse d'Alger, la COSOB a autorisé en date du 20 mars courant l'admission à la cote officielle des actions du CPA. Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a qualifié cet événement d'important, en se félicitant des résultats obtenus. En effet, un montant de 112 milliards de DA a été mobilisé lors de cette opération, soit 222% de l'objectif fixé lors de la première phase et 81% de l'objectif total de l'opération, qui est l'ouverture du capital de CPA à hauteur de 30%. C'est un montant record jamais atteint depuis la création de la Bourse, dira-t-il encore, en saluant les efforts déployés les différentes parties concernées (ministère des finances, COSOB et Bourse d'Alger).

Le ministre des Finances a indiqué que l'introduction en bourse du Crédit Populaire Algérien constitue une étape importante dans le développement du marché financier algérien. L'ouverture du capital de CPA aux particuliers Algériens contribuera à l'élargissement de la base d'investisseurs sur le marché et à offrir de nouvelles opportunités d'investissement, en plus d'améliorer la liquidité du marché, ce qui se reflète positivement sur le marché, explique-t-il, en indiquant que ce processus contribue également à améliorer la transparence et la bonne gouvernance au niveau bancaire. Le succès de cette opération témoigne de la confiance du marché financier dans le potentiel de croissance future de la banque. «En tant que ministre des Finances, je suis fier du succès de cette initiative qui contribue à renforcer notre économie et à créer de nouvelles opportunités d'investissement pour nos citoyens. Nous considérons leur

décision d'investir dans la banque comme un signe de confiance dans les performances futures de la Banque». Par ailleurs, le ministre a indiqué que l'introduction en Bourse du CPA est une étape importante qui confirme l'engagement du gouvernement à soutenir et développer le secteur financier, conformément aux 54 engagements du président de la République, qui visent le renforcement de l'économie nationale. Cette étape vise à inciter davantage d'entreprises à introduire leurs actions en bourse, explique le ministre, en annonçant l'introduction prochaine de la Banque de Développement Local (BDL) en bourse. Ces introductions en bourse contribueront également à offrir des alternatives de financement de l'économie nationale et ainsi atteindre l'objectif souhaité, qui est de diversifier l'économie nationale et de créer de nouvelles opportunités d'emploi.

TOUR D'HORIZON
DES MATIÈRES
PREMIÈRES

Les tensions
géopolitiques
continuent à
soutenir le
pétrole

Le tour d'horizon des matières premières de vous permet de passer en revue l'actualité des marchés des commodities afin de mieux saisir les variations des prix de l'énergie, des métaux et des matières premières agricoles.

Energie : Nouvelle séquence de progression pour le pétrole, qui reste sensible à l'intensification des tensions géopolitiques en Ukraine et au Moyen-Orient. L'armée ukrainienne a une nouvelle fois ciblé des installations pétrolières en Russie, suscitant des questions sur les risques d'approvisionnement alors même que l'Agence internationale de l'énergie voit le marché pétrolier se resserrer par rapport à ses dernières prévisions. En parallèle, les stocks américains ont enregistré un repli de 2 millions de barils cette semaine. Au niveau des prix, le Brent s'échange en hausse autour de 86 USD tandis que le WTI se négocie autour de 82 USD.

Métaux : Semaine de consolidation pour les métaux industriels, qui ont globalement évolué en dent de scie au cours des dernières séances, pénalisés par la vigueur du dollar américain. La tonne de cuivre s'échange autour 8870 USD, l'aluminium à 2200 USD tandis que le zinc se négocie autour de 2465 USD. En revanche, l'or reprend du terrain, soutenu par les propos accommodants de la Fed, qui ouvre la porte à une première baisse des taux en juin. La relique barbare s'échange autour de 2175 USD l'once. Produits agricoles : À Chicago, le cours du maïs reste orienté à la baisse puisque le boisseau de maïs se négocie toujours autour de 440 cents. Du côté du blé, c'est plus neutre puisque le boisseau de blé a grignoté un peu de terrain à 550 cents.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH ELAURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

RAMADHAN

L'UGCAA salue le geste du président de la République à l'adresse des commerçants

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a salué le geste du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a remercié les représentants des commerçants et des opérateurs économiques pour leur contribution à la stabilité du marché, a indiqué, lundi, un communiqué de l'Union.

« L'UGCAA apprécie au plus haut point le geste du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a tenu à remercier, lors de la réunion du Conseil des ministres, les représentants des commerçants, ainsi que l'ensemble des partenaires, acteurs et opérateurs économiques pour leur engagement et leur contribution à la stabilité du marché », lit-on dans le communiqué.

« En plus de nous donner confiance et assurance, ce noble geste nous laisse fiers, déterminés et engagés à poursuivre l'action commune et à concrétiser les objectifs tracés par le Gouvernement, pour contribuer efficacement à l'édification d'une économie forte dans l'Algérie nouvelle à laquelle nous aspirons tous », a-t-on ajouté.

L'Union a également salué les décisions prises par le président de la République pour protéger le



pouvoir d'achat des citoyens et maintenir le caractère social de l'Etat, soulignant que les directives qu'il a données au Gouvernement pour que des mesures proactives soient prises en prévision du mois de Ramadhan avaient eu « un impact positif » en termes d'abondance des produits de large consommation à des prix raisonnables durant ce mois sacré, ajoute le communiqué.

L'UGCAA a en outre souligné sa « totale » adhésion aux efforts des pouvoirs publics pour la moralisation des pratiques commerciales et la rationalisation de la consommation et dans la lutte contre toutes les formes de spéculation et de monopole.

L'Union a, dans ce contexte, appelé les commerçants, les artisans et les opérateurs économiques à redoubler d'efforts pour protéger le pouvoir d'achat et assurer la disponibilité des produits de base à des prix raisonnables après le mois de Ramadhan et tout au long de l'année.

L'UGCAA a, par ailleurs, assuré que ses membres à travers tous ses bureaux dans les 58 wilayas étaient « mobilisés pour participer en force aux prochaines échéances décisives en vue de conforter les acquis de la stabilité nationale, de renforcer le front intérieur et de poursuivre la construction de l'édifice de l'Algérie nouvelle », conclut le communiqué.

FONCIER

Annulation de l'extrait cadastral lors du dépôt des contrats destinés à la publicité

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, avant-hier à Alger, l'annulation de l'extrait cadastral PR4bis lors du dépôt des contrats destinés à la publicité, indique un communiqué du ministère.

La décision a été annoncée lors de la réunion périodique du ministre avec les représentants de la Chambre nationale des notaires, qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence du président de la Chambre, des présidents des chambres régionales et de cadres de l'Administration centrale du ministère des Finances. S'agissant de l'impératif de revoir l'obligation de dépôt du document PR4bis, principale préoccupation exprimée par les représentants de la Chambre, M. Faïd a souligné que les résultats obtenus avec cette instance lors de

la réunion du 28 janvier au niveau de la Direction nationale du domaine national et des réunions de coordination qui l'ont précédées, parallèlement à l'avancement des travaux de nu-

mérisation, confirment qu'il est « désormais nécessaire de revoir l'obligation de présenter ledit document lors du dépôt des contrats destinés à la publicité ».

Le ministre des Finances a ainsi annoncé lors de cette réunion le retrait officiel de ce document de la liste des documents requis lors du dépôt des contrats destinés à la publicité.

ALGÉRIE POSTE
13 millions de
cartes
«Edahabia» en
circulation

Algérie Poste a annoncé, dans un communiqué, que le nombre de cartes de paiement électronique « Edahabia » en circulation a dépassé le seuil des 13 millions, alors que ce nombre ne dépassait pas les 6 millions de cartes en 2020.

La généralisation de l'usage de la carte bancaire Edahabia s'inscrit dans le cadre de la promotion du paiement électronique en Algérie, une démarche qui n'a été possible que grâce au développement de l'infrastructure nécessaire et de la plateforme monétaire d'Algérie Poste. Algérie Poste assure à ce propos, que son objectif premier est « d'assurer un service de qualité à ses clients » sachant que la carte Edahabia permet d'effectuer toutes les opérations disponibles via les distributeurs automatiques (retraits, transferts, consultation du solde, relevé de compte, divers services mobiles, ainsi que le paiement des factures). La carte Edahabia joue également un rôle important dans la réduction des tensions dans les bureaux de poste, et ce grâce aux retraits aux niveaux des guichets automatiques de billet de banque (GAB), récemment renforcés par l'installation de guichets supplémentaires.

Mercuriale

وزارة التجارة و ترقيّة الصناعات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفيّة
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحيّة واسعة الاستهلاك ليوم 26 مارس 2024 الموافق لـ 16 رمضان 1445
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 26 mars 2024 le 16 ramadan 1445

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
Produits	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	78	90	66	البطاطا
	Tomate	101	115	88	الطماطم
	Oignon sec	81	88	74	البصل الجاف
	All sec	501	568	434	القمح الجاف
	Carotte	72	81	63	الجزر
	Navet	71	79	63	لفت
	Chou-fleur	83	92	74	قرنبيط
	Choux	60	68	53	كرنب
	Courgette	65	74	57	الكوسة
	Haricot vert	373	403	344	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	109	123	95	الخس
	Pomme locale	457	570	344	التفاح المحلي
	Datte	578	708	449	التمر
	Orange	145	173	117	البرتقال
	Citron	152	172	131	الليمون
	Banane	387	399	374	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1689	1821	1557	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	491	504	478	الدجاج
	Œufs (Unité)	19	20	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)

DÉVELOPPEMENT LOCAL

420 milliards de DA pour quatre wilayas

La stratégie du gouvernement pour réduire, voire gommer les disparités régionales, particularité d'un mode de gestion passé, repose sur l'équilibre régional en matière de développement. Lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, le Président de la République a demandé au gouvernement d'accélérer la mise en œuvre des projets stratégiques prévus pour les wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf.

Par Réda Hadi

C'est dans cette optique que le président de la République a alloué des programmes complémentaires à certaines wilayas. Ces quatre wilayas ont bénéficié, jusqu'à présent, d'un montant total de 420 milliards de DA.

La réussite de tout programme national d'investissement public devrait avoir, en fin de parcours, un véritable impact positif sur le développement équilibré des régions du pays ainsi que sur la satisfaction, en particulier, des ménages, frappés durement par les répercussions négatives de la crise économique mondiale sur leur pouvoir d'achat. La réalisation par l'État d'un programme ambitieux permettra sans aucun doute de réduire potentiellement les disparités déjà existantes entre les différentes régions du pays.

Un développement économique et social équilibré entre les différentes régions du pays permettra également d'assurer de façon pérenne un meilleur cadre de vie aux citoyens.

Dans ce cadre-là, les collectivités locales et les administrations déconcentrées de l'État seront ainsi les partenaires privilégiés pour le suivi effectif des projets publics inscrits et leur réalisation dans les délais en veillant scrupuleusement au respect des normes de construction et de leur qualité, bien entendu. Le rôle des communes reste ainsi indispensable et fondamental dans toute politique de développement local en leur accordant cependant plus d'initiatives et de pouvoirs dans ce domaine bien précis.

Le directeur des Collectivités locales au ministère de l'Intérieur, Youcef Roumane, a déclaré à nos confrères de la radio nationale que les projets structurant programmés permettront de redynamiser l'économie locale. En se basant sur le bilan d'étape présenté en Conseil des ministres, le 24 mars dernier, par le ministre de l'Intérieur et des collectivités locales, celui-ci a mentionné, que « ces

programmes avancent globalement, bien que certains secteurs nécessitent des ajustements budgétaires », citant l'exemple du nombre de logements ruraux alloués à Tissemsilt qui a été augmenté à 15 000 unités au lieu de 3 000 unités prévues initialement. Concernant la wilaya de Djelfa, le premier magistrat du pays a insisté sur « l'importance de l'aménagement urbain et de l'harmonisation du chef-lieu de la wilaya avec l'expansion urbaine à cachet moderne ».

Pour rappel, en mai 2023, le président de la République avait décidé un programme de développement complémentaire pour cette wilaya à vocation essentiellement agro-pastorale. Il a été souligné à cet effet que les projets de lignes ferroviaires devant relier Djelfa aux différentes régions du pays, doivent constituer le fer de lance de ce programme visant un développement tous azimuts de la wilaya.

Le 29 octobre dernier le président de la République, avait effectué dans le sillage de cette décision, une visite de travail et d'inspection, pour s'enquérir de l'avancée des projets à dimension stratégique visant à promouvoir cette wilaya.

Un mois plus tard il s'est rendu à Tindouf où il avait procédé au lancement de projets à dimension stratégique au profit de cette wilaya frontalière et à la pose, le 30 novembre 2023, de la première pierre du projet d'usine de traitement primaire du minerai de fer de Ghar Djebilet qui abrite un gisement de dimension mondiale qui doit élever Tindouf au rang de « ville minière » par excellence.

L'importance d'assurer tous les services, à l'instar de l'électricité et du réseau d'eau pour la base vie et pour la population à l'avenir, « dans le cadre d'une véritable ville minière », a été souligné à cette occasion par Abdelmadjid Tebboune, qui avait, en outre instruit les services concernés pour la création de pôles médicaux pour promouvoir les activités et prestations médicales dans cette région frontalière.

Il faut rappeler que Abdelmadjid Tebboune,

avait affirmé, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, le 14 novembre 2022, que l'objectif de relance du programme complémentaire de développement de la wilaya de Tissemsilt consistait essentiellement en l'amélioration du cadre de vie du citoyen et l'instauration d'un équilibre en matière de développement.

Ce programme consiste essentiellement en « l'amélioration du cadre de vie du citoyen, l'instauration d'un équilibre en matière de développement, garantissant à la wilaya de Tissemsilt et à d'autres wilayas de se mettre au diapason du processus de développement au niveau national », avait souligné le chef de l'État.

Aussi, lors de son intervention dans l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Roumane, a souligné que « ces programmes visent la mise à niveau des infrastructures dans le but de dynamiser l'économie locale ».

Il a également expliqué que le programme de Tissemsilt est en cours d'exécution, alors que celui de Khenchela est en voie d'achèvement, tandis que ceux de Tindouf et de Djelfa sont en attente de notification. En réponse à une question sur l'implication des citoyens dans le développement local, il a affirmé que « la société civile a été associée à l'élaboration de ces programmes » et que « les habitants des zones d'ombre ont été associés dans la détermination des priorités conformément aux directives du président de la République ».

Concernant la nature des projets retenus, le même responsable a cité, à titre illustratif, le programme affecté à Khenchela et qui inclut des travaux dans les secteurs l'hydraulique, des travaux publics ainsi qu'une ligne ferroviaire de 50 kilomètres représentant 50% du budget total du programme. L'intervenant a insisté, par ailleurs, sur « l'impact socioéconomique important » de ces projets, notamment la voie ferrée qui « dynamisera l'économie locale à Khenchela et les projets structurants à Tindouf ».

ENTREPRENEURIAT

1000 sociétés détentrices du label projet innovant ou start-up

La Commission des affaires économiques, du développement, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, lundi, une réunion présidée par Toufik Guerache, président de la commission, consacrée à l'audition d'un exposé du ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid qui a annoncé l'octroi du label innovant ou strat-up à 1000 sociétés.

Lors de cette réunion qui s'est déroulée en présence du vice-président de l'APN, Abdelouahab Dayra, le ministre a rappelé l'importance des startups dans l'économie mondiale en raison de leur capacité à se développer rapidement et à innover, ajoutant que le nombre d'incubateurs est « passé de 10 en 2020 à 60 en 2022 », avec « de nombreux projets à concrétiser pour créer davantage d'incubateurs », selon un communiqué de l'APN.

Abordant les mesures prises pour promouvoir ce type d'institutions, le ministre a souligné que la loi sur l'auto-entrepreneur en vigueur, jouera un rôle majeur dans la facilitation du cadre juridique des startups, rappelant que l'accélérateur de startups assure la promotion de la culture de l'entrepreneuriat parallèlement à la formation d'un grand nombre d'étudiants au niveau des universités du pays, dans le cadre de l'accompagnement des porteurs de projets.

Concernant le financement des startups, le ministre a expliqué qu'un fonds a été lancé « avec des normes purement économiques, car le plus grand défi est d'orienter les capitaux vers l'innovation », rappelant à ce propos « la création de plusieurs mécanismes dans le cadre des lois de finances, à l'instar de la loi de finances 2021 qui a approuvé un article sur le financement participatif, la loi de finances 2022 qui a introduit des titres d'emploi privé pour encourager le secteur privé à investir dans les fonds d'investissement, et la loi de finances 2023 qui comporte des incitations fiscales, en sus de la création d'une section pour les startups au niveau de la bourse. M. Oualid a, par ailleurs, souligné que l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) et l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) ont été mises en place en tant que dispositifs de soutien visant à « réduire le taux de chômage à travers une vision sociale et non économique », ajoutant que « le Fonds de garantie des crédits souffre d'un déficit important en dépit des interventions de l'Etat pour l'appuyer, ce qui exige des solutions plus efficaces à l'avenir », selon le communiqué.

R. E.

TRANSPORT MARITIME

Un programme spécial ramadhan au profit des membres de la communauté nationale à l'étranger

L'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV) a affrété un navire pour assurer un programme de voyage spécial ramadhan proposé aux membres de la communauté nationale établie en Europe, a indiqué mardi à Alger, son Directeur général, Abdelhakim Bouzaher.

Le navire affrété, à partir du 24 mars courant, pour une durée d'un mois, assurera le transport d'un maximum de voyageurs pour passer la deuxième quinzaine du mois de ramadhan et la fête de l'Aïd, a précisé le responsable dans une conférence de presse tenue au siège de l'ENTMV relevant que des réductions de 50% sur les billets sont appliquées au profit des membres de

la communauté nationale à l'étranger depuis le début du mois sacré et devront s'étaler jusqu'à dix (10) jours après le fête de l'Aïd El F'itr (du 11 mars au 24 avril 2024).

Dans les détails, M. Bouzaher a indiqué que ce programme représente 87 traversées, soit 16 de plus par rapport au programme établi en décembre, avec des capacités offertes de l'ordre de 134.800 voyageurs et 38.250 véhicules. Abordant les mesures prises pour améliorer les prestations des services de l'entreprise, le directeur général a assuré de "l'écho très favorable" que connaissent les deux agences pilotes de vente de billets, lancées à Oran et Alger, dédiées aux familles. Il a également

affirmé que la vente en ligne des billets avec paiement par cartes bancaires dont Eddahabia, lancée depuis trois jours, connaît "un engouement remarquable" auprès des voyageurs. Pour la vente en ligne des billets au profit des membres de la communauté nationale établie en Europe, M. Bouzaher a indiqué que l'opération se passe dans "les meilleures conditions", mettant en avant des "pics de transactions", enregistrés le 2 février dernier avec 5618 transactions, et le 18 mars courant avec 1839 transactions. Dans le volet des préparatifs de la saison estivale, M. Bouzaher a fait savoir qu'en plus de la flotte de l'entreprise, un autre navire affrété a été mis en service depuis le début du mois de

février courant avec une capacité dépassant les 1600 passagers et plus de 450 véhicules. Pour la saison estivale, du mois de juin à septembre, l'ENTMV a programmé vers Alicante en Espagne 126 traversées depuis les villes d'Alger et Oran. Aussi 26 traversées vers Barcelone sont également retenues depuis Oran et Alger. Pour la ligne Alger-Marseille (France), la compagnie nationale propose 171 traversées entre juin et septembre. Pour la ligne Skikda-Gênes (Italie), 16 traversées sont programmées a indiqué M. Bouzaher, affirmant que cette ligne était "très sollicitée".

R. E.

AÏN DEFLA Début de déstockage de plus de 2.600 tonnes de pomme de terre

Le déstockage de plus de 2.600 tonnes de pomme de terre a débuté cette semaine dans la wilaya d'Aïn Defla, a-t-on appris lundi, auprès de la direction des services agricoles (DSA).

« Le déstockage concerne une quantité de 2.678 tonnes de pomme de terre stockée dans une dizaine de chambres froides à Aïn Defla et qui sera destinée à alimenter le marché local durant le mois de ramadan », a indiqué à l'APS le chef de service l'Organisation de la production et de l'appui technique (OPAT) à la DSA, M'hamed Makrachi.

Le même responsable a ajouté que 510 quintaux de pomme de terre ont été déjà mis sur le marché depuis le début de l'opération de déstockage, entamée dimanche dans la commune d'Arib, en présence du premier responsable de la wilaya, Abdelghani Filali.

La production de la pomme de terre réalisée localement durant la saison agricole 2023/2024 est de plus de 3,9 millions quintaux, dont 2,8 quintaux destinés à la semence, a-t-il noté.

Dans la même démarche visant à assurer la disponibilité des produits agricoles sur le marché et à des prix abordables, une quantité de près de 3.000 tonnes d'oignons a été déstockée la veille du mois sacré à Aïn Defla, soit près de 40% de la totalité du stock de la wilaya estimé à 7.630 tonnes, a souligné M. Makrachi.

TÉLÉPHÉRIQUE DE TIZI-OUZOU

Le ministre des Transports insiste sur la livraison du projet

Le ministre des transports, Mohamed El-Habib Zahana, en visite lundi dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a souligné la nécessité de l'achèvement du projet du téléphérique au vu de l'importance de ce moyen de transport.

Lors de la présentation d'un exposé sur le projet du téléphérique, le ministre a relevé, d'abord, "l'importance" de ce projet pour la facilitation du transport urbain au chef lieu de la wilaya, puis a insisté sur "la finalisation des deux tranches restantes et la livraison du projet". Lancé en 2014, ce projet de transport aérien par télécabines devant relier la ville de Tizi-Ouzou aux monts de Redjaouna, a enregistré des retards dans la réalisation pour cause, notamment, de l'opposition de riverains ainsi que d'un gel financier temporaire, selon les explications fournies sur place.

Une première section, reliant la gare routière de Bouhinoun (Sortie Sud-Ouest de la ville) à M'douha (à proximité du siège de la wilaya), dotée de 65 télécabines de 10 places chacune, a été mise en service en



janvier 2020. Les deux autres sections non encore achevées relient M'douha à Belloua sur 1,8 km, et Belloua à Redjaouna sur 1,1 km.

La livraison de ces deux sections sur une distance de 2,9 Km, M'douha-Belloua avec 22 télécabines de 10 places chacune et Belloua-Redjaouna avec deux cabines téléphériques d'une capacité de 30 places chacune, interviendra respectivement en avril et décembre 2024, selon les responsables du projet.

Lors de son déplacement à Tizi-Ouzou, le ministre a visité plusieurs structures relevant du secteur des Transports et s'est entretenu avec les autorités locales sur l'inscription pour réalisation de nouveaux projets, à l'instar des gares routières de Draâ El-Mizan et Azazga dont les études sont terminées.

La réalisation de six STEP bientôt lancée

Le projet de réalisation de six (6) stations d'épuration des eaux usées (STEP) aux alentours du barrage de Taksebt à Tizi-Ouzou, sera lancé prochainement, a annoncé le directeur de l'antenne locale de l'Office national de l'eau (ONA), MerzoukChalal.

"Le dégel du projet nous a été notifié en novembre dernier, nous avons déjà déposé le cahier des charges auprès de la commission des marchés de la direction générale de l'Office, et nous attendons l'accord pour lancer l'appel d'offre pour la réalisation du projet", a indiqué M. Chalal lors d'une cérémonie de

célébration de la journée mondiale de l'eau (22 mars), organisée à la maison de l'environnement de la commune de Tizi-Ouzou.

Une STEP sera réalisée dans chacune des communes de Mechtras, Ain El Hammam, Ouedhias et Ouacifs, et deux dans la commune d'Irdjen, a indiqué le responsable de l'ONA. Doté d'une enveloppe financière d'environ 55 millions DA, ce projet comprend également, l'installation de collecteurs d'eaux usées en amont du barrage, dans l'objectif de mieux le protéger et de permettre un meilleur traitement de la qualité de la ressource hydrique.

De son côté, la directrice de l'unité de l'algérienne des eaux (ADE) de Tizi-Ouzou, AsiaOuamrouche, a indiqué que l'unité a acquis 100 pompes doseuses (javelisateur automatique) destinées à être installées au niveau des sources d'eaux gérées par L'ADE. A noter, cinq de ces pompes ont été remises, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'eau, à des communes bénéficiaires. Présent à la célébration, le wali Djilali Doumi a, pour sa part, annoncé que la wilaya a bénéficié d'un financement du Fonds commun des collectivités locales

(FCCL) pour la mise à niveau de la gestion de l'eau dans des communes de la wilaya. Ce financement servira à la réalisation de travaux de réhabilitation sur le réseau de distribution et à l'acquisition du matériel nécessaire pour l'intégration des cinq communes qui ne le sont pas encore, au réseau de distribution de l'ADE. M. Doumi qui a par ailleurs, relevé "une meilleure disponibilité de la ressource hydrique" cette année par rapport à l'année écoulée, a indiqué que le barrage de Taksebt a atteint un niveau de remplissage de 45%, soit 85 millions de M3.

EL-MENIÂA

Projet d'électrification de plus de 160 exploitations agricoles

Un projet de raccordement de 163 exploitations agricoles au réseau d'électrification est en cours de réalisation au niveau du périmètre agricole « Nebka », (20 km au sud de la wilaya d'El-Meniâa), a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication de la direction de la Sonelgaz.

Retenue au titre des efforts d'électrification des différentes régions agricoles de la wilaya, cette opération, a nécessité la réalisation d'un réseau de distribution de 60 km et de la mise en place de 33 transformateurs électriques d'une capacité de 12 Mégawatts, a-t-on expliqué. Le wali d'El-Meniâa, Mokhtar

Benmalek, a lors, d'une récente tournée d'inspection du projet, mis l'accent sur le nécessaire respect des délais de réalisation de ce projet susceptible d'accompagner et d'encourager les opérateurs agricoles impliqués aux efforts des pouvoirs publics de réalisation de l'autosuffisance alimentaire.

MÉDÉA

Signature de cinq conventions de partenariat entre l'université et des partenaires locaux

Cinq conventions de partenariat ont été signées, dimanche, entre l'université Yahia-Fares de Médéa et des partenaires locaux pour la concrétisation de projets de recherche scientifiques, a-t-on appris auprès du rectorat. Les conventions en question ont été signées avec les directions de la santé, l'action sociale et la

solidarité, l'agence nationale de l'emploi (ANEM) et l'Algérienne des eaux (ADE), a fait savoir la même source. La convention qui lie le secteur de l'enseignement supérieur et l'ADE porte sur la mise en place d'un groupe de recherche mixte chargé de proposer des solutions techniques aux problèmes d'alimentation et de distribution d'eau

potable rencontrés par l'Algérienne des eaux, a-t-on précisé. Pour les directions de la santé et de l'action sociale, les deux parties ont signé des conventions cadres pour la prise en charge des stagiaires parmi les étudiants de l'université. Concernant l'ANEM, la convention porte sur l'accompagnement des diplômés en quête d'emploi,

a-t-on indiqué. La signature de ces conventions s'inscrit dans le cadre de la politique d'ouverture de l'université sur son milieu social et économique visant le renforcement des échanges et du partenariat entre l'Université Yahia-Fares, par le biais de son bureau de liaison, et les partenaires économiques et administratifs locaux, a-t-on ajouté.

AFRIQUE

Pourquoi les banques françaises accélèrent leur départ

La question est posée alors qu'à son tour la Société générale, la plus implantée des banques françaises en Afrique, accélère son désengagement du continent.



Par Sylvie Rantrua

La rumeur monte ces dernières semaines. La Société générale serait sur le point de quitter le Maroc. Rien n'est encore officiel, personne ne dément ni ne confirme. Et les détails pleuvent. L'accord porterait sur la cession de sa participation de 57 % au capital de sa filiale locale SG Maroc, pour un montant de 732,5 millions d'euros (8 milliards de dirhams). L'acheteur approché serait la holding marocaine Saham, dirigée par l'homme d'affaires Moulay Hafid Elalamy. La Société générale aurait mandaté la banque d'affaires Lazard pour mener à bien l'opération, qui serait soumise bien sûr à l'approbation des autorités marocaines. Cette rumeur n'est pas infondée dans le sens où elle s'appuie sur une réalité et un contexte général. Depuis près d'une quinzaine d'années, les banques françaises se désengagent peu à peu du continent et le mouvement s'accélère. Présente depuis plus de 100 ans en Afrique, la Société générale est la dernière à entamer ce repli.

Repli stratégique

Depuis juin 2023, le groupe français a annoncé sa volonté de céder six de ses dix-sept filiales sur le continent (Burkina Faso, Congo-Brazzaville, Guinée équatoriale, Mauritanie, Mozambique et Tchad). Elle a même précisé qu'elle étudiait son départ de Tunisie. En revanche, jusqu'à maintenant, rien n'était prévu pour le Maroc.

Cette stratégie se dessine depuis l'arrivée au printemps 2023 du nouveau patron Slawomir Krupa à la tête du groupe Société générale. « 2023 était une année de transition et de transformation », mettait-il en avant à l'occasion de l'annonce des résultats financiers annuels. Dès novembre, par une nomination en interne, François Bloch a repris la partie activité Afrique. S'il n'a jamais travaillé sur le continent, il est réputé pour son expertise dans la transformation des activités qu'il a menées en Europe de l'Est. Nommé directeur des réseaux bancaires internationaux en Afrique, dans le bassin méditerranéen et en outre-mer, il a donc pour mission « d'optimiser le dispositif et d'en accroître l'efficacité afin d'assurer une rentabilité durable tout en assurant une gestion des risques et de la conformité aux meilleurs standards », selon le communiqué de la Société générale. La Banque s'est aussi engagée dans un vaste plan de réduction des coûts – 1,7 milliard d'euros à l'horizon 2026 –, et près de mille suppressions de postes prévus en France.

Mouvement général

« Le mouvement de désengagement des banques françaises en Afrique a véritablement commencé après la crise financière de 2008. Face à de grosses pertes et au renforcement drastique des normes prudentielles qui ont suivi dès 2010, les établissements européens ont dû revoir leur stratégie. Que la Société générale, qui avait la plus large implantation en Afrique, entame ce process n'a rien d'étonnant », explique Estelle Brack, économiste, spécialiste des questions bancaires et financières.

Le Crédit agricole a été le premier établissement français à se séparer de ses filiales en Afrique de l'Ouest. Le groupe mutualiste BPCE (Banque populaire, Caisse d'Épargne, Natixis) a suivi, en cédant, en 2018, la quasi-totalité de ses filiales africaines. La BNP fait de même et cède nombre de ses participations sur le continent (Gabon, Mali, Comores...) et en 2022, elle se déleste de ses participations en Côte d'Ivoire (BICICI) et au Sénégal (BICIS). Le constat est implacable. La présence en Afrique des banques françaises fond comme neige au soleil. Plus implantées dans les pays anglophones, les banques britanniques suivent la même route : Standard Bank réduit la voilure tout comme Barclays Bank.

Arbitrage risque-rentabilité

La véritable motivation réside dans la recherche de la rentabilité, dans un contexte économique dégradé et géopolitique tendu. En septembre 2023, dans son discours aux investisseurs, Slawomir Krupa a mis l'accent sur une allocation plus efficace des capitaux propres et une meilleure gestion des risques. « Cet arbitrage entre risque et rentabilité est au cœur du désengagement africain des banques françaises. Cela avait été le cas de BNP Paribas, qui a cédé six de ses filiales sur le continent depuis 2020 », commente Estelle Brack. En matière de risque, les contraintes liées aux exigences prudentielles des établissements financiers ont été régulièrement renforcées depuis la crise financière de 2008. « Les ratios exigés par Bâle 3 incitent les banques à se concentrer sur le capital de bonne qualité et les

activités à moindre risque. Même s'il existe une différence entre risque effectif et risque perçu, vue d'Europe, l'Afrique est considérée comme un continent cher en termes de capital prudentiel », explique Estelle Brack. Ainsi, en annonçant la cession de quatre de ses filiales en juin dernier (Congo, Guinée équatoriale, Mauritanie, Tchad) la Société générale anticipait « un impact positif d'environ 5 points sur le ratio CET1 [un des ratios de solvabilité les plus importants, NDLR] à leur date de finalisation ».

Changement de contexte économique et politique

Ces deux dernières décennies, l'Afrique surfait plutôt sur un trend de croissance dynamique et l'émergence d'une classe moyenne. La pandémie du Covid puis l'impact de la guerre en Ukraine ont bouleversé l'ordre économique mondial, entraînant une flambée de l'inflation et la montée des taux d'intérêt. « Le risque géopolitique est redevenu un facteur prépondérant dans l'analyse globale des risques. Dans certains de ces pays d'Afrique, il a tendance à demeurer plus élevé que sur d'autres marchés », rappelle Rafael Quina, analyste chez Fitch Ratings à l'Agefi. Les risques de conformité y sont également plus élevés. « Ce désengagement... C'est une suite logique », constate Estelle Brack. Il s'agit de répondre à des soucis de rentabilité, en cédant les franchises les plus risquées rentables pour réduire les coûts en capital au niveau de la maison mère, soumise à la supervision de la Banque centrale européenne (BCE).

Concurrence et opportunités

Sur le continent, tout a aussi changé. Les banques locales se sont développées et sont parties à la conquête d'autres marchés pour devenir de véritables institutions panafricaines. « Les banques marocaines ont profité de ces cessions de filiales pour bien se positionner et poursuivre leur implantation sur le continent. Elles ont compris qu'il était plus intéressant de regarder vers le Sud que vers l'Union européenne », constate Estelle Brack. « C'est aussi le bon moment. Sur le continent, de nombreux acheteurs potentiels sont prêts à payer un bon prix. La Société générale profite de l'opportunité de vendre à bon prix, et en même temps, les banques locales en Afrique sont prêtes à saisir un portefeuille clients de qualité au moment où, elles-mêmes en pleine expansion, elles cherchent à gagner de nouveaux marchés », conclut-elle.

Source : Le Point

ÉGYPTE

Le turc DOGUS veut investir 7 milliards \$ dans un projet de zone logistique adossée au port de Jarjoub

Ce projet vient s'ajouter aux nombreux investissements annoncés dans les secteurs portuaire et logistique pour permettre à l'Égypte de tirer plein profit de sa position géographique stratégique entre la Méditerranée et la mer rouge. L'Égypte a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec le groupe turc DOGUS pour construire une zone industrielle dont le coût est d'environ 7 milliards USD. Le projet sera développé autour du port de Jarjoub et comportera entre autres des zones franches et logistiques, un terminal de fret polyvalent, un terminal de passagers, un port de plaisance, une zone industrielle et des interconnexions ferroviaires. Le protocole prévoit un délai de 6 mois pour réaliser les études, débiter les procédures de mise en œuvre du projet et obtenir les approbations requises. Cet accord fait suite à celui signé fin novembre 2023 avec la société sud-coréenne STX pour développer des infrastructures logistiques dans le même port, notamment une usine d'assemblage de voitures d'occasion, un oléoduc entre la Libye et le port de Jarjoub, etc. Ces investissements s'ils se réalisent permettront de doter ce port d'infrastructures intégrées pour concrétiser le plan du gouvernement égyptien qui veut le transformer en plateforme majeure de services portuaires et logistiques. Il s'aligne sur une ambition d'établir un réseau portuaire incontournable via les ports sur la Méditerranée et la mer Rouge afin d'assurer des services logistiques intégrés pour les expéditions depuis/vers cette région. Ceci dans la perspective de développer davantage l'industrie portuaire d'où proviennent environ 90% des volumes d'échanges commerciaux du pays.

DUBAÏ

Alibaba Cloud ouvre un nouveau centre de formation

Un mémorandum d'entente a été conclu lors de la cérémonie d'ouverture du nouveau centre de formation d'Alibaba Cloud à Dubaï. (WAM)

Les responsables d'Alibaba Cloud prévoient de former 5 000 personnes dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique. Le centre a été ouvert en coopération avec l'Agenda économique de Dubaï «D33» et le Plan centenaire des Émirats arabes unis 2071. Alibaba Cloud, le pilier de la technologie numérique et de l'intelligence artificielle du groupe Alibaba, a ouvert lundi son nouveau centre de formation à Dubaï. Situé à Dubaï Internet City, ce centre permettra de soutenir les partenaires et les clients de l'écosystème de l'entreprise en proposant des formations, des ateliers et des certifications, a rapporté l'Agence de presse émiratie (WAM). Au cours des cinq prochaines années, les responsables d'Alibaba Cloud prévoient de former 5 000 personnes dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique, selon WAM. Le centre a conclu une alliance stratégique avec Aladdin Cyber Security, un fournisseur de services et de solutions de sécurité, afin d'organiser des séances de formation mensuelles aux technologies avancées telles que l'intelligence ar-



tificielle, la gestion de bases de données et l'informatique élastique. Il a été ouvert en coopération avec l'Agenda économique de Dubaï «D33» et le Plan centenaire des Émirats arabes unis 2071, qui ont pour objectif de contribuer à la croissance économique numérique de Dubaï et à la mise en place d'une économie fondée sur la connaissance. «L'ouverture du centre de formation témoigne de notre engagement et de notre investissement continu dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique en

vue d'aider les entreprises à entamer leur transformation numérique et à connaître un succès commercial à long terme», a déclaré Eric Wan, directeur général d'Alibaba Cloud pour le Moyen-Orient, la Turquie et l'Afrique. «Nous sommes déterminés à grandir ensemble avec nos partenaires et clients locaux et à leur fournir les dernières technologies cloud d'informatique et d'intelligence artificielle afin de leur permettre d'innover et de développer leurs activités dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique.»

LIBYE

L'Allemagne annonce des projets pour répondre aux besoins du marché de l'emploi

En lien avec le retour des entreprises allemandes en Libye après la crise sécuritaire, l'Allemagne veut s'investir dans le domaine de la formation professionnelle pour aider son partenaire d'Afrique du Nord à disposer d'une main-d'œuvre qualifiée. Le gouvernement allemand a annoncé plusieurs projets visant à répondre aux besoins du marché de l'emploi en Libye. Jeudi 21 mars, le ministre libyen du Travail et de la Réhabilitation, Ali

Al Abed (photo, à droite), et l'ambassadeur de l'Etat fédéral d'Allemagne en Libye, Michael Unmacht (photo, au centre), ont tenu une réunion à Tripoli en vue de coordonner les initiatives à mettre en œuvre. Parmi les projets discutés figure celui de la création d'un centre de formation libyen-allemand pour contribuer à la localisation de la formation professionnelle en Libye dans divers domaines. Le ministère libyen a également évoqué des perspectives de

coopération dans divers domaines de la formation professionnelle, notamment en matière de transfert de connaissances entre les institutions allemandes et les écoles de formations libyennes. Si pour l'heure on en sait peu sur les projets relatifs à la formation professionnelle, les partenaires ont par ailleurs été un peu plus explicite sur le projet de mise en relation des travailleurs avec les entreprises. Dans le cadre de ce projet, une plate-

forme verra bientôt le jour. Selon le diplomate allemand, la plateforme baptisée « Wafed » sera lancée après la fête de l'Aïd. La majorité des projets envisagés ont été évoqués depuis 2020 dans le cadre du retour des entreprises allemandes en Libye après la crise sécuritaire. En 2023, les deux parties ont discuté des possibilités de signature d'accords qui devraient se concrétiser dans les prochains mois.

TUNISIE

Comment améliorer la maintenance

La maintenance des équipements, tous secteurs confondus, en Tunisie représente près de 40% de toutes les activités publiques et privées (coûts directs et indirects) et, dans quelques cas, pourrait atteindre 60% ce qui a un impact direct et indirect sur notre économie en général et notre tissu industriel en particulier dont le résultat de sa mauvaise gestion est la perte de la compétitivité de nos produits et services à l'échelle internationale. La maîtrise du processus de management de la maintenance est le plus souvent négligé par les responsables et

ne constitue pas une priorité car elle est souvent gérée au hasard aussi bien sur le plan financier que technique. En l'absence de chiffres actualisés, et selon le constat au quotidien du parc industriel immobilisé, la Tunisie est devenue «Un cimetière d'équipements usagés». C'est ainsi qu'il y a lieu de rappeler qu'en 1986, le Cetime a pris l'initiative d'organiser, pour la première fois, le Sapri «Salon de la pièce de rechange industrielle», qui a regroupé les grands donneurs d'ordres et industriels, dans le but d'étudier les possibilités d'intégration

et fabrication locale des pièces de rechange industrielles sous toutes leurs formes. Ainsi et vu la périodicité de la tenue de ce salon pendant quelques années il y a eu la création de plusieurs PME/PMI qui se sont bien adaptées aux demandes spécifiques des grands donneurs d'ordres ce qui leur a permis d'avoir une activité pérenne et de développer leurs productivités à travers l'innovation et la mise au point de nouvelles solutions liées à des processus technologiques complexes et avancés. Par ailleurs, et grâce à ce salon, plu-

sieurs entreprises industrielles publiques et privées ont pu améliorer leurs systèmes d'information de gestion et de pilotage des stocks ce qui a induit une disponibilité permanente et fiable de l'outil de production, surtout à travers la maintenance préventive et curative, et la veille aux innovations technologiques dans ce domaine d'activité (mises à jour des bases des données des pièces de rechange, des processus, du choix rationnel des fournisseurs...) ce qui a réduit les dégâts et les pertes de la production et de la productivité des entreprises

CAPABLE DE LIVRER DU NICKEL ET DU CUIVRE SUR 16 ANS EN CÔTE D’IVOIRE

L’américain Ivanhoe Electric acquiert un projet

Outre l’or, la Côte d’Ivoire dispose de réserves de manganèse, de coltan et de cuivre. La demande mondiale croissante pour ces métaux attire de nouveaux investisseurs dans le pays, laissant espérer à terme une diversification de la production minière au-delà du métal jaune.

L’américain Ivanhoe Electric dirigé par le vétéran de l’industrie minière Robert Friedland, a déjà dépensé 25 millions de dollars canadiens (18,4 millions \$) dans le projet Samapleu-Grata. Dans un communiqué publié le 25 mars, la société indique que cet investissement lui permet d’obtenir 60 % d’intérêts dans ce projet de nickel-cuivre situé en Côte d’Ivoire. Selon une évaluation économique préliminaire (PEA) publiée plus tôt ce mois par le canadien SamaResources, propriétaire initial du projet, Samapleu-Grata peut être exploité sur 16,1 ans. La mine devrait li-

vrer sur cette période 887 414 tonnes de concentré de nickel et 621 888 tonnes de concentré de cuivre. La production annuelle de nickel métal sur la durée de vie de la mine devrait être de 7 165 tonnes, contre 10 043 tonnes pour la production annuelle de cuivre métal. Pour concrétiser ce potentiel, il faudrait un capital initial de 338 millions \$ pour la construction de la mine, avec un délai de récupération de 3,8 ans après impôts. La valeur actuelle nette du projet est de 257 millions de dollars après impôts, avec un taux de rentabilité interne de 22,3 %. Comme son nom l’indique, la PEA four-

nit des résultats préliminaires qui devraient subir des modifications plus ou moins importantes à l’avenir. Cependant, le potentiel révélé par l’évaluation laisse déjà espérer une contribution à la production de cuivre et de nickel de la Côte d’Ivoire dans quelques années. Cela participera à la diversification du secteur minier ivoirien, actuellement dominé par l’exploitation de l’or. Pour rappel, le projet Samapleu-Grata est situé dans l’ouest de la Côte d’Ivoire, à environ 600 km de la capitale Abidjan. SamaResources détient désormais une participation de 40 % dans l’actif.

MALI

Bamako lance la 2e phase du projet FIER destinée à la formation et à l’entrepreneuriat agricole en zone rurale

Au Mali l’agriculture contribue pour 36% au PIB. Cependant, ce secteur connaît des défis en raison des changements climatiques. Pour le pays, il est devenu impératif de développer des initiatives pour rendre ce secteur plus résilient et accroître sa participation à l’économie nationale. La deuxième phase du projet de formation professionnelle, insertion et appui à l’entrepreneuriat des jeunes ruraux (FIER 2) a débuté vendredi 22 mars. Le projet mis en œuvre par le ministère de l’Entrepreneuriat national, de l’Emploi et de la Formation professionnelle du Mali, avec le soutien technique et fi-

nancier du Fonds international de développement agricole (FIDA) vise à créer des opportunités de formation et d’insertion professionnelle dans le domaine agricole à l’attention des jeunes Maliens dans zones rurales. « Ce projet, d’un coût 59,5 milliards de francs CFA (100 millions de dollars), cible les jeunes ruraux, les femmes et les hommes âgés de 15 à 40 ans dont 40% des jeunes femmes, parmi eux, ceux âgés de 15 à 17 ans auront accès à des opportunités de formation professionnelle, puis seront intégrés individuellement ou collectivement dans l’économie locale », a expliqué la ministre de

l’Entrepreneuriat, Bagayoko Aminata Traore. Au Mali, près de 77% de la population vit en milieu rural avec l’agriculture comme principale activité. A travers ce projet, le gouvernement espère donner à ce secteur une ressource humaine qualifiée pour le rendre plus résilient et accroître sa contribution à l’économie nationale. Notons que le secteur agricole contribue pour 36% au produit intérieur brut. Ce nouveau projet vient consolider et mettre à l’échelle les résultats de FIER 1 (2014 à 2022). Cette fois, l’accent sera mis sur les technologies climato-compatibles et les pra-

tiques agroécologiques, l’entrepreneuriat vert et la création d’emplois non agricoles. En tout, 60 000 jeunes seront formés et insérés avec pour mission de réduire l’impact négatif du changement climatique sur la production. En outre, FIER 2 prévoit aussi de financer 2 000 activités génératrices de revenus (AGR) et 5 000 micro-entreprises rurales individuelles, de créer 40 000 emplois directs, et de mettre en place un fonds de garantie financière durable et un fonds de refinancement des systèmes financiers décentralisés, entre autres.

TOGO

Une stratégie à 20 milliards FCFA pour développer la filière poisson, d’ici à 2028

Au Togo, les besoins exprimés en poissons sont passés de 86 905 tonnes en 2012 à 105 235 tonnes en 2022. Afin de satisfaire cette demande sans cesse croissante, le pays ouest africain s’est doté d’une stratégie quinquennale dénommée « Plan d’action d’investissement de la filière poisson 2024-2028 » dont le financement devra être assuré à hauteur de 20 milliards FCFA. Le Togo vient de mettre en place un plan d’action pour développer la filière poisson à l’horizon 2028, avec un coût de 20,04 milliards de francs CFA. Selon un document du ministère en charge de l’agriculture, ce plan vise à améliorer les conditions de production, de transformation et de commer-

cialisation afin de promouvoir cette industrie. À terme, l’objectif principal de la stratégie est d’augmenter la production halieutique nationale de 25 % d’ici à 2028, afin de contribuer à la couverture des besoins nationaux en poisson, informe Togo First.

Un programme en 5 axes

Pour ce faire, le programme, structuré en cinq grands axes, vise à renforcer les capacités productives de la filière, tant du point de vue technique qu’organisationnel. Il implique notamment des programmes de formation pour les acteurs de la filière, tandis qu’un soutien sera apporté à la recherche halieutique et au conseil interprofession-

nel de la filière poisson (CIFP). Une attention particulière sera également portée à la valorisation des produits halieutiques, dans le but d’augmenter leur valeur ajoutée. Parallèlement, des mesures seront prises pour améliorer la gouvernance dans le sous-secteur, renforçant ainsi les capacités institutionnelles et organisationnelles des acteurs impliqués. Pour y parvenir, plusieurs objectifs spécifiques seront poursuivis, notamment l’augmentation de la capacité productive de la filière, le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs, la création d’un environnement favorable aux affaires et l’amélioration de la gouvernance et de la viabilité économique de la filière.

L’appel du pied aux PTF

Selon les prévisions de ce plan, le financement sera assuré par l’État à hauteur de 1,27 milliard de francs CFA ; le CIFP pour 67,56 millions de francs CFA, tandis que la part du lion reviendra aux partenaires techniques et financiers (PTF), qui devraient contribuer pour 18,69 milliards de francs CFA. Pour rappel, la production nationale ne couvre pas les besoins sans cesse croissants du pays. Les besoins sont passés de 86 905 tonnes en 2012 à 105 235 tonnes en 2022. En comparaison, l’an dernier, les acteurs de la pêche ont capturé 24 229 tonnes de poissons.

NIGERIA

La dette publique a augmenté de 5% en 2023, à 108,2 milliards \$

La hausse de l’encours de la dette publique de la première puissance économique africaine découle essentiellement de l’augmentation des emprunts domestiques qui représentent 61% de la dette publique globale du pays. L’encours de la dette publique du Nigeria s’est établi à 97 341 milliards de nairas (108,2 milliards de dollars) au 31 décembre 2023, enregistrant ainsi une hausse de 5% par rapport à la même date en 2022, selon les données publiées le vendredi 22 mars 2024 par l’Office de gestion de la dette (DMO). Ce montant, qui comprend les stocks de dette intérieure et extérieure du gouvernement fédéral, des 36 gouvernements des Etats et du territoire de la capitale fédérale (FCT), représente 40% du produit intérieur brut (PIB) du pays, a-t-on précisé de même source. L’augmentation de l’encours de la dette de la première puissance économique africaine découle essentiellement d’une hausse de 6% des emprunts domestiques qui représentent 61% de la dette publique globale. La dette extérieure, qui a augmenté de 2% en 2023, représente quant à elle 39% du stock total de la dette publique. Les prêts obtenus auprès des institutions financières multilatérales telles que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD) dominent les stocks de la dette extérieure avec une part de 49,7%, suivis des euro-obligations (35,5%) et des prêts bilatéraux (14%).

POINT-MARCHÉS

L'Europe attendue sans grand changement à l'ouverture

Les principales Bourses européennes sont attendues sans direction mardi à l'ouverture, dans une séance qui sera plutôt calme sur le plan macroéconomique, et en attendant la publication dans la semaine des chiffres de l'inflation privilégiés par la Réserve fédérale.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien pourrait gagner 0,03% à l'ouverture. Les contrats à terme signalent un Dax stable à Francfort, ainsi qu'une baisse de 0,31% pour le FTSE à Londres et de 0,1% pour le Stoxx 600. Les Bourses devraient évoluer mardi sur des faibles variations en l'absence de catalyseur majeur, les regards étant tournés vers la publication vendredi de l'indice des prix PCE aux États-Unis, la mesure de l'inflation privilégiée par la Réserve fédérale, ainsi que vers les données sur l'inflation dans plusieurs pays européens. La semaine boursière sera par ailleurs écourtée sur la plupart des marchés à quatre jours en raison du week-end de Pâques. Les plans des banques centrales sur les taux incitent également à la prudence, certains messages contradictoires des décideurs de la Fed jetant le doute sur le calendrier des réductions. Austan Goolsbee, président de la Fed de

Chicago, a déclaré lundi qu'il prévoyait trois baisses de taux cette année, tandis que Lisa Cook, gouverneure de la Fed, a appelé à la prudence et que Raphael Bostic, président de la Fed d'Atlanta, a réitéré ses commentaires de vendredi sur une seule baisse. En Europe, les marchés semblent ignorer les derniers commentaires des banquiers centraux comme celui de Fabio Panetta, qui a réaffirmé lundi que la Banque centrale européenne (BCE) s'orientait vers une baisse de ses taux. Seule donnée attendue aujourd'hui en Europe, l'enquête sur le moral des consommateurs allemands publiée par l'institut GfK donnera à 08h00 un aperçu des perspectives économiques de la première économie européenne. La Bourse de New York a fini en baisse lundi sur fond de prises de bénéfice après son récent rallye. L'indice Dow Jones a cédé 0,41%, le S&P-500, plus large, a perdu 0,31%, et Nasdaq Composite a reculé de son côté de 0,27%.

En Asie
La Bourse de Tokyo a terminé en ordre dispersé mardi, les gains des valeurs liées aux puces ayant compensé les baisses de titres tels que Fast Retailing, propriétaire d'Uniqlo, et Nissan Motor. L'indice Nikkei a perdu 0,04%. En Chine, la récente faiblesse du yuan face au dollar affecte le sentiment des investisseurs, l'attention se portant également sur le soutien politique au secteur immobilier alors que le régulateur chinois pousse les banques à accélérer l'approbation de nouveaux prêts aux promoteurs privés en manque de liquidités, a rapporté Reuters lundi. En Chine, l'indice composite de la Bourse de Shanghai recule de 0,04%, tandis que le CSI 300 des grandes capitalisations avance 0,35%. La Bourse de Hong Kong gagne 0,94%.
Taux/changes
Les rendements américains ont augmenté

lundi après la vente de 66 milliards de dollars d'obligations du Trésor à deux ans. Le rendement des Treasuries à dix ans évolue à 4,2435% et celui à deux ans, plus sensible aux attentes sur les taux, à 4,5951%. Sur le marché des changes, le dollar abandonne 0,31% face à un panier de devises de référence, en raison notamment des attentes sur les taux de la Fed, tandis que l'euro progresse de 0,12% à 1,0849 dollar. Le spéculateur d'une intervention des autorités japonaises pour empêcher une nouvelle chute du yen a en outre exercé une légère pression sur le billet vert. La devise japonaise s'échangeait à 151,32 yens pour un dollar, en hausse de 0,06%.
Pétrole
Les prix du pétrole sont stables mardi. Le Brent perd 0,03% à 86,72 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) reculant de 0,04% à 81,92 dollars CLc1.

BOURSE DE TOKYO

En mini-hausse après le repli de Wall Street

La Bourse de Tokyo progressait laborieusement mardi en début de séance, après le petit repli de Wall Street la veille et des avertissements du gouvernement japonais contre les «spéculations» sur le yen. L'indice vedette Nikkei gagnait 0,11% à 40.457,91 points peu avant 01h00 GMT et l'indice élargi Topix avait encore moins d'élan (+0,06% à 2.779,22 points). La Bourse de New York a calé lundi, après une série de records la semaine dernière, et se tourne désormais vers des indicateurs attendus plus tard cette semaine, comme l'indice d'inflation PCE vendredi. Le risque d'une nouvelle intervention du Japon sur le marché des changes est monté d'un cran depuis lundi, quand le vice-ministre des Finances Masato Kanda a jugé que la grande faiblesse actuelle du yen était «clairement tirée par des spéculations». «Nous agissons de manière appropriée contre des fluctuations excessives, sans exclure aucune option», a ajouté Masato Kanda. Le Japon était intervenu la dernière fois en 2022 sur le marché des changes pour soutenir le yen, quand le dollar approchait les 152 yens. Or le billet vert vaut actuellement plus de 151 yens, en dépit du début de normalisation de la politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) la semaine dernière.

Le plan de Nissan ne convainc pas

Le titre de Nissan chutait de plus de 5%, les investisseurs n'étant ainsi convaincus par le nouveau plan de moyen terme du groupe présenté la veille. Au niveau mondial, Nissan veut augmenter ses ventes annuelles en volume d'un million de véhicules d'ici trois ans, malgré son sévère déclin actuellement en Chine. Et il veut en même temps améliorer sa rentabilité, grâce notamment à d'importantes économies de coûts espérées dans l'électrique. Les objectifs «paraissent ambitieux» et Nissan risque de négliger sa discipline financière pour faire une course aux volumes, a estimé l'analyste automobile Tatsuo Yoshida de Bloomberg Intelligence. Le yen était quasi stable face au dollar, qui valait 151,37 yens vers 00h50 GMT contre 151,42 yens lundi à 21h00 GMT. Le cours euro/yen était lui aussi quasi inchangé, un euro se négociant pour 164,09 yens contre 164,15 yens la veille. La monnaie européenne était par ailleurs stable par rapport au billet vert, à 1,0841 dollar pour un euro. Le pétrole était en légère hausse, après avoir fortement grimpé lundi : vers 00h40 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,2% à 82,11 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,1% à 86,84 dollars.

CAC 40

Prudence avant de nouveaux indicateurs

La Bourse de Paris devrait s'inscrire en très légère hausse mardi matin après sa stagnation de la veille, les investisseurs restant prudents avant la publication de deux indicateurs sur l'économie des États-Unis. Vers 8h15, le contrat à terme sur l'indice CAC 40 - livraison avril - se traite à 8199 points, en progression de 24 points, annonçant des gains minimes à l'ouverture. Après sa pause de la semaine passée qui s'est poursuivie lundi, le marché parisien espère

repartir de l'avant dans les prochains jours grâce à des indicateurs économiques tels que les aiment les investisseurs. Ceux-ci devront rester conformes au scénario des 'goldilocks', c'est-à-dire rassurants sur l'état de la croissance mais pas suffisamment vigoureux pour écarter la perspective de prochaines baisses de taux. Cet après-midi, le marché prendra connaissance des chiffres des commandes de biens durables puis de la confiance des consommateurs du Conference Board, qui donnera un premier

aperçu du moral des ménages américains. D'autres indicateurs importants suivront, comme la dernière estimation du PIB américain de quatrième trimestre attendue jeudi, mais le point d'orgue de la semaine sera la statistique des revenus et dépenses des ménages de février. Cette publication, dont la composante des prix est la mesure de l'inflation privilégiée par la Réserve fédérale, permettra d'affiner les pronostics en vue des prochaines décisions de la Fed.

L'ambiance pourrait néanmoins être à la pause à l'approche du long week-end pascal et de la fin du premier trimestre, qui s'est traduit par l'atteinte simultanée de records de clôture sur l'ensemble des grandes places mondiales. La récente hausse des indices a ravivé chez certains investisseurs des doutes quant aux niveaux de valorisation des actions que certains analystes qualifient de 'surévalués', voire de cohérents avec la constitution d'une 'bulle'. 'Du point de vue boursier, il faut

dra certainement une respiration à court terme après les gains importants de ce premier trimestre', juge Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet. Depuis le 1er janvier, l'indice parisien affiche une hausse de plus de 8%. 'On peut noter que le CAC 40 fait presque jeu égal avec le S&P 500 en termes de performance', poursuit Christopher Dembik. 'C'est suffisamment rare pour le mentionner', conclut le stratège.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Mars 2024
Valeur : 28 Mars 2024

P

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5080	134.5230
1	EUR	EURO		145.8201	145.8902
1	GBP	POUND STERLING		170.1341	170.1961
100	JPY	JAPANESE YEN		88.8722	88.8997
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6273	18.6346
1	CHF	SWISS FRANC		149.3040	149.3870
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.9903	99.0305
1	DKK	DANISH KRONE		19.5574	19.5610
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7177	12.7228
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5537	12.5586
1	AED	UAE DIRHAM		36.6257	36.6338
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8611	35.8699
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.1401	437.3309
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8613	43.2920
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3275	13.3290
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7302	27.8723
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5415	3.5419
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.3104	178.3104

CATASTROPHES NATURELLES

280 milliards USD de dégâts en 2023

Les catastrophes naturelles ont engendré 280 milliards de dollars de dégâts en 2023 dans le monde, dont 108 milliards de dollars couverts par les compagnies d'assurance, selon le réassureur Swiss Re, qui prévient que leur facture pourrait doubler d'ici 10 ans.

Le montant des dégâts et la part prise en charge par les assureurs ont reculé par rapport à l'année précédente alors que la facture avait gonflé sous l'effet de l'ouragan Ian en 2022. Mais la facture pour les assureurs n'en dépasse pas moins la barre des 100 milliards de dollars pour la quatrième année d'affilée, indique mardi le réassureur suisse dans son étude annuelle appelée Sigma, qui répertorie le coût des désastres et catastrophes naturelles. En 2022, les dégâts engendrés par les catastrophes naturelles s'étaient chiffrés à 286 milliards de dollars tandis que la facture pour les assureurs avait atteint 133 milliards de dollars. «Même en l'absence d'une tempête historique de l'échelle de l'ouragan Ian qui s'était abattu sur la Floride l'année précédente, les pertes engendrées par les catas-

trophes naturelles en 2023 ont été sévères», a déclaré Jérôme Jean Haegeli, le chef économiste de Swiss Re, cité dans le communiqué accompagnant l'étude. Nouveau record de perte pour les assurances de 64 milliards de dollars à cause des orages Le tremblement de terre en Turquie et en Syrie a été la catastrophe naturelle la plus coûteuse de 2023. Les pertes assurées se sont montées à 6,2 milliards de dollars, ce séisme illustrant de manière «dramatique» les écarts de couverture dans le monde, souligne le rapport. Les pertes économiques ont atteint 58 milliards de dollars mais le tremblement de terre a touché des zones peu assurées, environ 90% des pertes n'étant pas couvertes, quantifie le rapport. Les orages sévères ont pour leur part entraîné 64 milliards de dollars de pertes assurées, un nouveau record,

précise l'étude, notant qu'il s'agit désormais de la deuxième source de pertes pour les assureurs après les cyclones tropicaux. Les tempêtes de grêle qui accompagnent ces orages sont la principale cause de pertes. Les États-Unis concentrent 85% des pertes assurées pour les orages mais la facture augmente en Europe, dépassant 5 milliards de dollars par an au cours des trois dernières années. Le risque de grêle en particulier augmente en Allemagne, en Italie et en France. Avec la montée des températures et les événements météorologiques extrêmes qui deviennent «plus fréquents et intenses», la facture des catastrophes naturelles pour les assureurs pourrait «doubler au cours des dix prochaines années», prévient Swiss Re.

CHINE

Le président d'Evergrande bientôt banni à vie de la bourse

Le régulateur chinois va interdire à vie tout accès au marché des valeurs mobilières au président du géant immobilier en difficulté Evergrande, a indiqué lundi sa principale filiale, ajoutant que le conglomérat allait écoper d'une forte amende. L'instance de régulation des marchés (CSRC) "envisage de se prononcer en faveur d'une interdiction à vie d'entrer sur le marché des valeurs mobilières pour Xu Jiayin", le président d'Evergrande, a rapporté

Hengda Real Estate, dans un communiqué à la Bourse de Shenzhen. Evergrande "a reçu un préavis de la CSRC concernant des sanctions administratives et des interdictions de marché motivées par (...) des comportements illégaux et illicites", selon le communiqué.

Une dette astronomique

Après le défaut d'une filiale, le géant chinois de l'immobilier Evergrande chute encore en Bourse. L'entreprise

elle-même "va devoir apporter des correctifs et se verra infliger un avertissement ainsi qu'une amende de 4,175 milliards de yuans" (580 millions de dollars). Le jugement conclura que Xu Jiayin "a pris des décisions et organisé la mise en oeuvre d'une fraude financière, en utilisant des moyens particulièrement odieux et dans des circonstances particulièrement graves", indique encore Hengda Real Estate. Le patron d'Evergrande "recevra également un avertissement et une

amende de 47 millions de yuans". La dette astronomique d'Evergrande est devenue le symbole de la crise du marché immobilier chinois, qui dure depuis plusieurs années, et a des répercussions sur toute l'économie chinoise. Un tribunal de Hong Kong a rendu en janvier une ordonnance de liquidation d'Evergrande, bien que la société ait déclaré que ses opérations ne seraient pas affectées par cette décision en Chine continentale.

Les puces d'AMD et d'Intel dans le collimateur de Pékin

Les mesures prises par Pékin ces derniers mois risquent d'avoir un impact considérable sur les géants américains. La Chine cherche à réduire sa dépendance vis-à-vis des technologies américaines. La guerre technologique à laquelle se livrent la Chine et les États-Unis vient de franchir une nouvelle étape. Pékin a en effet introduit de nouvelles directives visant à éliminer progressivement les microprocesseurs d'Intel et AMD des ordinateurs et des serveurs du gouvernement, affirme le Financial Times. Des règles plus restrictives visent

également le système d'exploitation Windows de Microsoft, ajoute le quotidien. Alors que Washington impose des sanctions à un nombre croissant d'entreprises chinoises en invoquant des raisons de « sécurité nationale », Pékin riposte et cherche de son côté à réduire sa dépendance vis-à-vis des technologies américaines. Fin décembre, le ministère des Finances et de l'Industrie chinois a discrètement publié une liste de processeurs et des systèmes d'exploitation « sûrs et fiables » qui doivent être privilégiés lors des achats publics. Et, tous sont issus d'entreprises

chinoises. Parmi ces entreprises figurent notamment Huawei et le groupe Phytium, deux sociétés qui se trouvent sur la liste noire de Washington, synonyme de sanctions et de restrictions sur le vaste marché américain. Les mesures prises par Pékin ces derniers mois risquent d'avoir un impact considérable sur les géants américains. L'année dernière, le géant asiatique a représenté 27 % du chiffre d'affaires d'Intel et 15 % de celui d'AMD. Microsoft ne donne pas de détails sur ses ventes en Chine.

ALLEMAGNE

Accord entre les conducteurs de train et la deutsche bahn après un long conflit social

Après plusieurs grèves et un conflit social qui aura duré plus de quatre mois, le syndicat des conducteurs de train et la société ferroviaire allemande Deutsche Bahn ont trouvé un accord. Le temps des grèves ferroviaires s'achève Outre-Rhin. La compagnie de chemins de fer allemande Deutsche Bahn et le syndicat des conducteurs de trains ont trouvé un accord sur leurs négociations salariales après des mois d'impasse, a annoncé le syndicat GDL lundi 25 mars.

"Le syndicat des conducteurs de locomotives allemands (GDL) et la Deutsche Bahn ont conclu un accord tarifaire", a indiqué la GDL dans un communiqué, ajoutant que le contenu de l'accord sera détaillé mardi. La Deutsche Bahn a également convié les médias à une conférence de presse mardi. Un des plus longs conflits sociaux Cet accord devrait mettre fin à l'un des conflits sociaux les plus durs auxquels a été confronté le rail allemand ces dernières années. Depuis novembre 2023, les

conducteurs allemands avaient fait grève à six reprises, parfois pendant plusieurs jours d'affilée. Outre des augmentations de salaire, le syndicat GDL demandait une semaine de travail réduite à 35 heures pour les travailleurs en horaires décalés, sans diminution de revenu. L'une des dernières offres de la Deutsche Bahn prévoyait notamment jusqu'à 13% d'augmentation de salaire, ainsi que la possibilité de réduire la semaine de travail à 37 heures à partir de 2026.

PERTE NETTE DE 3,4 MILLIARDS D'EUROS EN 2023

Atos vise «un accord global» pour restructurer sa dette «d'ici juillet»

Après plusieurs semaines d'attente, Atos vient de publier ses résultats 2023. Il a décidé de ne pas proposer de dividende lors de la prochaine assemblée générale annuelle. Le groupe informatique français Atos, en pleine crise financière, a annoncé mardi avoir enregistré une perte nette de 3,4 milliards d'euros en 2023 après d'importantes dépréciations d'actifs, alors que son endettement inquiète à la suite de l'échec récent de la vente d'une partie de ses activités. Entré dans une procédure amiable de conciliation avec ses créanciers, cet ex-fleuron de la tech vise désormais "un accord global" pour restructurer sa dette "d'ici juillet" et assure qu'il dispose, avec 2,4 milliards d'euros de trésorerie, de quoi "couvrir (ses) besoins de liquidités" jusqu'à l'obtention potentielle de cet accord. Atos a également annoncé mardi vouloir présenter "les paramètres de son cadre de refinancement" au cours de la semaine du 8 avril, alors qu'il a 3,65 milliards d'euros d'emprunts et d'obligations à rembourser ou refinancer d'ici fin 2025. 2,6 milliards d'euros de dépréciation d'actifs La perte de l'an passé est en grande partie due à une dépréciation d'actifs à hauteur de 2,6 milliards d'euros. Cet élément consiste pour une entreprise à ajuster la valeur d'un actif dans ses comptes par rapport à celle qu'elle lui accordait jusqu'alors. La direction d'Atos, qui doit assurer une large partie des opérations technologiques des Jeux olympiques de Paris cet été, avait proposé en 2022 un plan de sauvetage comprenant sa scission en deux entités: Tech Foundations, qui regroupe les activités historiques d'infogérance, et Eviden, qui comprend notamment les activités "big data" et sécurité (BDS), la pépite du groupe. Malgré le retrait d'Airbus des discussions pour l'acquisition de BDS la semaine passée, quelques semaines seulement après celui des négociations avec le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky pour la vente de Tech Foundations, "Atos continuera de gérer Tech Foundations et Eviden comme deux activités séparées, tirant parti des forces de leurs offres respectives, avec une stratégie commerciale coordonnée", a affirmé mardi l'entreprise. Une "solution nationale" Alors qu'Atos possède des supercalculateurs, notamment utilisés dans la défense et le nucléaire, le ministère français de l'Economie s'est engagé mardi dernier "à construire dans les prochaines semaines une solution nationale de protection des activités stratégiques" du groupe. Si elle s'échangeait aux alentours de 15 euros fin juillet 2023, l'action du groupe a perdu plus de 80% de sa valeur, pour chuter sous les 2 euros, ramenant la valorisation de l'entreprise à moins de 200 millions d'euros.

On connaît le nom du futur SUV Citroën façon Renault Arkana

Citroën commercialisera en fin d'année une version coupé de son SUV C3 Aircross en Amérique du Sud. Il s'agira du Citroën Basalt dont l'arrivée en Europe n'est pas à l'ordre du jour. D'ici quelques semaines, la seconde mouture du Citroën C3 Aircross fera son apparition et suivra le sillon que vient de creuser la nouvelle C3 avec ses versions thermique et électrique. Mais avant cela, l'actualité de la marque aux chevrons passera par l'Amérique du Sud sous la forme d'un SUV coupé baptisé Citroën Basalt. Il y sera révélé le 27 mars.



Dans les roues du Renault Kardian et du Fiat Fastback

Basalt, un nom qui évoque une roche volcanique et pour les Citroënistes, une version produite à 1 800 unités en 1978, aujourd'hui très recherchée de la GS. Mais ce qu'il faut retenir, c'est que cette silhouette spécifique dérivée du C3 Aircross Indien ciblera sur les marchés émergents, le Fiat Fastback. Pas le Renault Arkana qui a pourtant un profil similaire, mais qui n'est pas vendu sous ces latitudes. En Amérique Latine, la marque au losange vient de lancer son Kardian, l'alter ego étiré, au niveau du museau, de notre Dacia Sandero Stepway.

Un look à l'ancienne pour le Basalt ?

Le Citroën Basalt bénéficiera-t-il du nouveau logo de la marque ainsi que des codes esthétiques apparus sur la nouvelle C3 ? Ou bien à contrario, conservera-t-il un museau, à l'ancienne, tel celui du C3 Aircross Indien ? Les deux hypothèses tiennent la corde. Car, il y a toujours un décalage possible entre les continents où les calendriers ne sont pas les mêmes sans oublier le temps nécessaire pour que s'installe une identité cosmétique. Il faut compter au moins une décennie.

Le projet Basalt n'est pas nouveau, nous vous en parlions l'été dernier, il s'agit du projet connu en interne sous le code C44. L'arrivée en Europe du Citroën Basalt n'est pas actée, d'une part ses spécificités techniques ne sont pas adaptées au vieux continent et d'autre part, il entrerait par son format de 4,40 m de long en concurrence avec la C4. Sous le capot, le Citroën Basalt devrait hériter d'une mécanique 1.0 turbo essence forte de 130 ch issu de la gamme Fiat. Un bloc produit localement et capable de s'abreuver de bioéthanol. A bord, l'interface devrait reposer sur une instrumentation de 8,5 pouces de diagonale assortie d'un écran tactile de 10 pouces. Le Citroën Basalt est attendu dans les concessions sud américaines au second semestre 2024.

V8, HIGH-TECH ET FIDÈLE À LUI-MÊME

Le nouveau Mercedes-AMG G 63 est toujours aussi fou !

Plus technologique que jamais, le Classe G rempile pour un tour. Et si la forme change peu, il embarque quelques nouveautés côté châssis.



Que Mercedes parle de nouvelle génération a de quoi faire sourire. Esthétiquement, le « nouveau » Classe G est quasiment identique à son prédécesseur ! Sur la version AMG que nous avons découvert en avant-première, seules les trois lamelles verticales dans les prises d'air du pare-chocs avant ainsi que quelques styles de jantes peuvent mettre la puce à l'oreille. Pour le reste, c'est bonnet blanc et blanc bonnet, sauf à aller chercher au rang des options avec un pack Off-Road, un pack Performance ou encore un pack carbone. Mais ce statu quo n'a rien de dramatique, surtout aux yeux des clients qui ont érigé le design utilitaire né en 1979 au rang d'indémontable. Et si le fameux « clang » caractéristique des G demeure à chaque fois que l'on claque la portière, sachez que les poignées à bouton sont désormais compatibles avec une clé mains libres ! Même combat dans l'habitacle où les changements sont plus technologiques qu'autre chose. Dernière mise à jour de l'infodivertissement, caméra 360° qui permet de voir « à travers le capot » en répliquant sur l'écran central ce qui se passe entre les roues avant pour évoluer sereinement en tout-terrain, nouvelle sono Burmester qui supporte désormais le Dolby Atmos pour une spatialisation accrue... Bref, de l'équipement, mais la planche de bord rectiligne et la poignée de maintien devant le passager avant demeurent.

Gamme moteur repensée, mais toujours un V8 !

Avec beaucoup de modèles AMG E Performance délaissant leur gros moteur au profit d'un 4-cylindres hybride rechargeable, on aurait pu craindre le pire. Mais que nenni : le G 63 conserve son V8 4.0 biturbo ! La base moteur est la même qu'avant aussi trouve-t-on toujours 585 ch et 850 Nm de couple. En revanche il gagne une micro-hybrida-



tion, qui apporte 20 ch mais surtout 200 Nm supplémentaires de façon ponctuelle. De quoi abattre le 0 à 100 km/h en 4,4 s (voire 4,3 avec le pack Performance) et filer jusqu'à 220 km/h en pointe (240 km/h en option). Impressionnant, mais la grosse nouveauté dans la gamme moteur est plutôt à aller chercher du côté du G 500. Contrairement à la génération précédente qui partageait le même V8 que l'AMG dans une version dégonflée, le nouveau 500 fait appel à un 6-cylindres turbo de 449 ch, lui aussi micro-hybridé. D'autres marchés ont droit à un G 450 d diesel (367 ch + micro hybridation), mais ce dernier ne sera pas proposé à la vente en France. Quant à la version électrique déjà confirmée par Mercedes, il faudra encore patienter un peu avant de la découvrir.

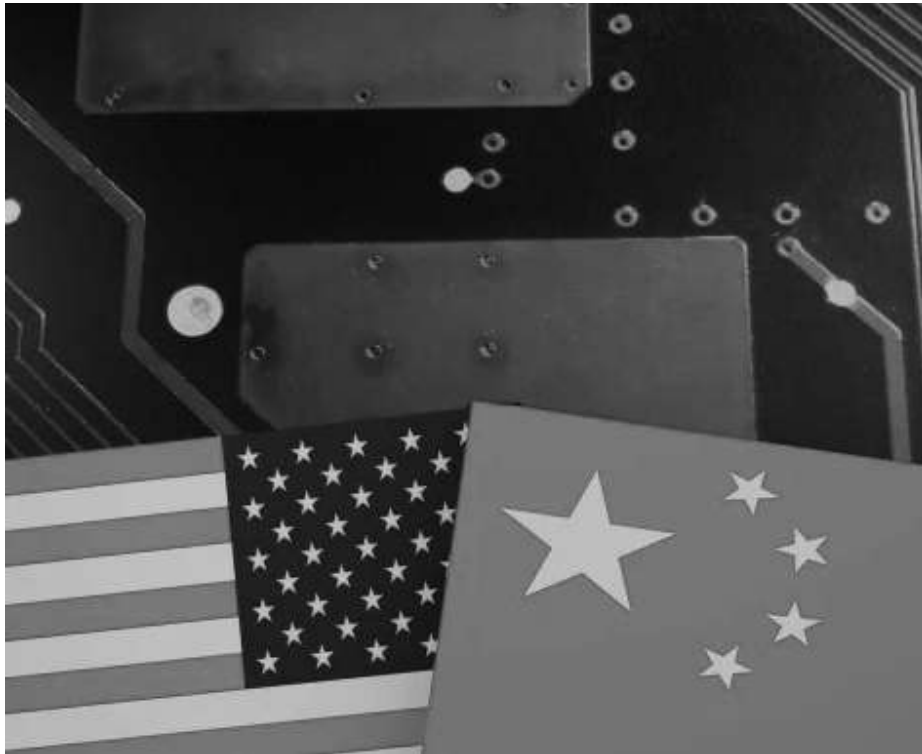
Nouvelle suspension

Privilege de la version de pointe AMG, une nouvelle suspension optionnelle AMG Active Ride Control est proposée au catalogue. Cette dernière utilise le même principe que les Mercedes SL et AMG GT coupé et permet de se passer de barres antiroulis. Les quatre amortisseurs sont re-

liés entre eux en forme de H par un circuit hydraulique qui se charge de faire varier la pression d'huile dans chaque amortisseur en temps réel. En virage, la pression d'huile est significativement augmentée dans les amortisseurs extérieurs afin d'éviter que la voiture ne s'affaisse, jouant ainsi le rôle de barres antiroulis. Et se passer de ces dernières est censé, sur le papier, permettre un meilleur confort en ligne droite quand la chaussée est bosselée. Il nous tarde de voir le résultat, car si le bilan est bon sur les SL et AMG GT, il faudra que la réactivité du système soit infailible avec un Classe G bien plus haut (1,97 m, pour 4,87 m de long et 1,98 m de large) mais aussi beaucoup plus lourd : 2 640 kg annoncés ! L'ouverture des commandes pour le nouveau Mercedes Classe G thermique est prévue au printemps, pour une arrivée en concession l'été prochain. Pour l'heure, Mercedes n'a pas encore communiqué les tarifs de son 4x4, mais il est peu probable que le G 500 soit proposé à moins de 140 000 ou 150 000 €, quand l'AMG a pour sa part de grandes chances de flirter allègrement avec les 200 000 €.

La Chine décide de bannir les processeurs AMD et Intel des machines gouvernementales

Les processeurs AMD et Intel ne pourront bientôt plus se trouver dans le moindre ordinateur utilisé par les institutions chinoises.



«**R**etour de bâton » ou « réponse du berger à la bergère », peu importe l'expression que vous choisirez, le résultat sera le même : la Chine n'entend pas se laisser faire.

Les sanctions prises par le gouvernement des États-Unis à l'encontre de la Chine viennent de connaître un nouveau développement, lequel n'est d'ailleurs pas véritablement une surprise.

Accès restreint aux technologies occidentales

Tout au long de l'année 2023, les États-Unis n'ont eu de cesse que d'amplifier les restrictions imposées à la Chine

dans le domaine des semi-conducteurs, et ce, afin d'atteindre plusieurs objectifs.

La concurrence chinoise se fait de plus en plus forte sur ce secteur clé de l'économie mondiale et alors que les États-Unis représentaient 37 % de la production en 1990, ils n'étaient plus qu'à 13 % en tout début d'année dernière. Sans imaginer pouvoir réellement bloquer la Chine, les États-Unis espèrent simplement la ralentir et se donner de l'air en redynamisant leur production intérieure.

De fait, coup sur coup, les interdictions à l'exportation vers la Chine se sont faites de plus en plus nombreuses touchant par exemple des sociétés comme

NVIDIA sur ses plus puissants GPU ou des entreprises telles qu'ASML pour ses machines de gravure en technologie ultraviolet extrême (EUV).

Bannissement chinois des CPU AMD/Intel

Cette politique associée à de multiples financements publics (le Chips act) semble porter ses fruits et les investissements américains dans le domaine des semi-conducteurs ont considérablement augmenté ces derniers mois. Reste que la Chine n'entend pas se laisser faire et après diverses pressions (finalement sans trop de conséquences) sur le marché des terres rares, Pékin se tourne vers une nouvelle forme de lutte. Cité par TechPowerUp, le Financial Times précise que les puces signées AMD et Intel n'auront tout simplement plus le droit de citer dans les PC utilisés par les institutions publiques.

Une décision qui devrait avoir deux effets principaux, car en plus de réduire la dépendance du pays aux solutions étrangères, elle devrait logiquement doper l'industrie chinoise en favorisant les producteurs locaux. Bien sûr, Pékin n'est pas inconscient et les fournisseurs des institutions gouvernementales ont deux ans pour mettre leur offre en conformité avec la loi.

De plus, cette décision aura bien sûr un impact tant sur AMD que sur Intel. Même si nous n'avons pas de chiffres, les institutions chinoises représentent à coup sûr un marché important. Enfin, le soutien aux entreprises chinoises comme Loongson ou Sunway que cela suppose pourrait faire tache d'huile et ouvrir de nouveaux horizons à des sociétés qui redoublent déjà d'efforts.

Elon Musk
prédit que l'IA
va se heurter à
cette double
pénurie dans
un an !



Dans une interview récente, Elon Musk a évoqué la croissance très rapide de l'intelligence artificielle, prédisant les prochaines pénuries qui risquent de bloquer son développement. Pour lui, le monde manquera à la fois d'électricité et de transformateurs électriques dès l'année prochaine.

Que l'avenir nous réserve une singularité technologique bénéfique, ou l'apocalypse causée par l'intelligence artificielle, il semblerait que l'humanité a encore un peu de temps devant elle pour profiter de sa position dominante actuelle. Selon Elon Musk, dans une interview lors de la conférence Bosch ConnectedWorld, le monde va manquer d'électricité pour le développement de l'IA.

Le milliardaire a prédit une double pénurie, après des difficultés d'approvisionnement depuis un an en processeurs neuronaux. Pour lui, il n'y aura pas assez de transformateurs abaisseurs de tension pour alimenter toutes les machines utilisées pour faire tourner les différentes intelligences artificielles. Il a ensuite enchaîné avec une petite blague. « Nous allons manquer de transformateurs pour faire fonctionner les transformateurs » (un type d'architecture de réseau neuronal, aussi appelé transformeur ou transformer).

Une production électrique insuffisante pour l'IA et les voitures électriques

Elon Musk a ensuite prédit une pénurie d'électricité, purement et simplement. En plus des demandes grandissantes en alimentation pour le développement exponentiel de l'IA, il a également cité la transition vers les voitures électriques, et que l'infrastructure actuelle sera insuffisante pour subvenir à tous ces besoins en électricité. Rappelons tout de même qu'Elon Musk est le directeur de Tesla... Il mentionne aussi avoir d'abord craint « l'apocalypse de l'IA », avant de décider qu'il préfère voir un tel événement quand il se produira. Il a cité une « malédiction chinoise », très répandue en anglais mais dont aucune source n'a jamais été trouvée en chinois : « puissiez-vous vivre à une époque intéressante ». Pour lui, la montée en puissance des IA sera tout sauf ennuyeuse. « Je pense que nous sommes vraiment à l'aube de la plus grande révolution technologique qui ait jamais existé ».

Retour à la croissance pour le marché des moniteurs PC

Les livraisons mondiales d'écrans pour ordinateurs ont encore baissé en 2023, mais le quatrième trimestre a été l'occasion pour elles de renouer avec la croissance. IDC s'attend à ce que cette hausse de fin d'année s'amplifie tout au long de 2024 et de 2025.

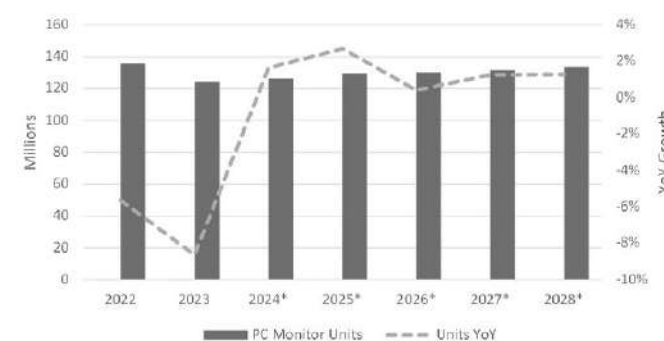
Le marché des écrans pour PC repart à la hausse, à l'image des ventes de la plupart des catégories de produits qui constituent l'univers de l'informatique personnelle. Au quatrième trimestre 2023, les livraisons mondiales de moniteurs ont atteint 31,9 millions d'unités et enregistré ainsi 3,8 % de croissance d'une année sur l'autre, selon IDC. Ce résultat, supérieur aux 3,2 % de hausse anticipés par le cabinet d'études, met fin à une période de cinq trimestres consécutifs de recul. Il contrebalance en partie les mauvais résultats du premier semestre de l'année passée (-17 %) et permet au marché mondial des écrans

pour PC de limiter sa décroissance à 8,6 % sur l'ensemble de 2023.

Au cours du quatrième trimestre 2023, les principaux segments du marché ont tous progressé, mais le dynamisme a été moins marqué sur le segment professionnel, comparé à celui enregistré dans le grand public. Les particuliers ont privilégié des achats de produits haut de gamme, notamment ceux conçus pour les jeux vidéo. En 2023, les moniteurs dédiés au gaming ont représenté 16 % de l'ensemble des livraisons mondiales d'écrans pour PC.

133 millions d'écrans livrés en 2028

Grâce au retour des stocks à des niveaux sains, IDC s'attend à une remontée constante des livraisons jusqu'en 2025. Au-delà de cette année-là, la progression des ventes devrait s'avérer plus modeste. En 2028, un pic de 133 millions d'unités commercialisées



Prévisions de croissance des livraisons mondiales d'écrans pour PC jusqu'en 2028

devrait être atteint. La croissance attendue devrait notamment se nourrir de l'arrivée de nouveaux modèles offrant des taux de rafraîchissement plus rapides, de la baisse des prix des écrans larges et de la demande en produits gaming. La migration des entreprises vers des PC plus adaptés à Win-

dows 11 et l'amélioration des taux d'occupation des bureaux y contribueront également, en faisant progresser les ventes aux entreprises. Dès 2024, les achats de ces dernières devraient reprendre l'ascendant sur ceux du grand public.

Mots fléchés

Reptiles	↘	Cèdent	↘	Retranche	↘	Baudet	↘	Point cardinal	Prénom du chanteur Cabrel	↘	Petit câble	↘	Infréquentée
Sa capitale est Buenos Aires	↘	Canton suisse (les)	↘	Désavoue	↘	Sa capitale est Téhéran	↘			↘	Assis-tances	↘	
	↘		↘		↘		↘		Rapide opération militaire	↘			↘
Trous bourbeux	↘								Attribut d'oiseau	↘			
Saveur aigre	↘												
	↘				Chamois des Pyrénées		Pendant ce temps	↘					
							Sadique						
Sucre simple	↘			Institut de consommation	↘		↘	Compagnons de Jason	Repas biblique	↘			
Beau mec	↘			Perse	↘				Parfois gordien	↘			
	↘					Princesses indoues	↘					Dévote	
						Cri du chat	↘						
Entre les murs	↘										Platine	↘	
Pronom personnel	↘										Très belles fleurs	↘	
	↘		Passé à Foix	↘						Elle jacasse beaucoup	↘		
			Frère de Moïse	↘									
Vaut cinq points au rugby	↘	Sa capitale est Séville	↘										Wassingues
	↘				Privation de la vue		Néodyme	↘		Aperçus	↘		↘
							Glorifiées			Petit technicien	↘		
Don charitable	Postérieure	Se replia	↘		↘		↘		Prise par un modèle	↘			
	↘	Émana-tions putrides	↘						Sans fin quelquefois	↘			
	↘		↘			Travailleur manuel	↘						
						Trahison conjugale	↘						
Tête de linotte	↘			À payer avant d'emménager	↘							Elle prend des poissons	
Lettre grecque	↘											↘	
			Pièges à alouettes	↘						Rebelle en chef	↘		
										Demandons grâce	↘		
Être du présent	↘			Ôtés la vie	↘				Rivière de Russie et d'Ukraine	↘			
Imagerie médicale	↘			Section d'assaut nazie	↘				Thorium	↘			
			Pour faire revenir les esprits	↘				Pour un tour	↘		Chlore	↘	
			Disait non	↘				Capitulas	↘		Commune de l'Oise	↘	
Victoire de Napoléon	↘		↘		Demoiselles sur la chaussée		Façons maniérées	↘					
Cause un préjudice	↘												
				Interpelle	↘				Bout de bois	↘			
				Poème lyrique	↘				Baie du Japon	↘			
Réprimandée		Petit au bar	↘				Invité du soir	↘					
		Opus	↘										
	↘		↘				Une bonne base	↘					
Zieutés	↘					Fin de phrase	↘			Près de	↘		

Lancement prochain d'un projet de réalisation de 10 nouveaux forages

Un projet de réalisation, d'équipement et d'électrification de dix (10) nouveaux forages sera lancé prochainement pour le renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) dans cinq (5) communes de la wilaya de Béni-Abbès, a-t-on appris mardi auprès des services de wilaya. Retenu pour l'exercice 2024 avec un financement de plus de 92 millions de DA, ce projet concerne les communes de Tabelbela, El Ouata, Igli, Tamtert et Béni-Abbès, a-t-on précisé.

CNEP-BANQUE

Inauguration de deux nouveaux espaces libre-service à Koléa et Bordj Menaïel

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) a annoncé, mardi dans un communiqué, l'inauguration de deux nouveaux espaces libre-service à Koléa (Tipaza) et Bordj Menaïel (Boumerdes). "La CNEP-Banque est ravie d'annoncer l'ouverture de deux (02) nouveaux espaces libre-service au niveau de Koléa et de Bordj Menaïel", indique la même source, soulignant qu'avec l'ouverture de ces deux guichets, le nombre d'espaces libre-service de la CNEP-Banque "passe à 25 espaces, renforçant, ainsi notre présence sur le territoire national", selon la banque publique. "Dotés de GAB et DAB disponible 24h/7j, ces espaces permettent aux clients d'effectuer des opérations bancaires, en toute sécurité et commodité, illustrant ainsi notre engagement continu envers l'accessibilité des produits et services au profit de notre clientèle", ajoute la même source.

AIR ALGÉRIE

Les billets non utilisés pendant la Covid-19 remboursés jusqu'à fin 2024

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, appelle ses clients détenteurs de billets non utilisés ou non remboursés pendant la période de crise sanitaire (Covid-19) à se rendre à ses points de vente avant la fin décembre 2024 pour se faire rembourser. Dans un communiqué, la compagnie aérienne "invite tous ses clients détenteurs de billets non utilisés ou non remboursés pendant la période de crise sanitaire (Covid-19) à se rendre aux points de vente d'Air Algérie en se munissant des documents nécessaires, afin d'obtenir le remboursement de leurs billets sans délai". La compagnie nationale précise que pour les clients ayant acheté leurs billets auprès d'agences de voyages agréées, ils sont priés de s'adresser directement aux mêmes agences, accompagnés des documents requis, pour recevoir immédiatement une compensation pour leurs billets inutilisés. Quant aux clients ayant acheté leurs billets auprès d'agences de voyages qui ont cessé leurs activités, elle les invite à se rendre à la représentation d'Air Algérie située dans la région où se trouve cette agence. La date limite d'acceptation du traitement des demandes des clients est fixée au 31 décembre 2024, indique la même source, en assurant "son engagement total à régler la situation de tous ses clients dans les délais les plus brefs".



NAFTAL

Un projet de fabrication de kits GPL/c à réservoirs toriques en préparation

Le président directeur général (P-dg) de Naftal, Djamel Cherdoud a annoncé, lundi soir, un projet de fabrication des kits GPL/c avec réservoirs toriques qui est en préparation par l'Entreprise de bouteilles à gaz (BAG), filiale de Naftal, ce qui permettra « à moyen terme de se libérer de l'importation et d'en réduire la facture », a-t-il précisé. Dans une déclaration à la presse en marge du lancement de la 8ème édition des soirées portes ouvertes sur l'utilisation sûre des bouteilles de gaz, Cherdoud a noté « une grande demande sur ce produit, réunissant toutes les conditions pour séduire les utilisateurs », tout en soulignant que Naftal, qui dispose d'un réseau de 52 centres de conversion. Il a estimé qu'« une grande partie » des nouveaux véhicules qui seront mis en circulation, va s'orienter vers la conversion au

GPL/c, générant ainsi une augmentation de la consommation de ce carburant qui est actuellement de 1,4 million de tonnes. Il a noté que cette filiale couvre les besoins du marché national en matière de kits GPL/c avec réservoirs cylindriques, ce qui représente près de 50% du volume global du marché des kits GPL/c en Algérie. Pour ce qui est du GPL/c, La 8ème édition des soirées portes ouvertes de la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a été lancée à Alger, afin de sensibiliser le grand public quant aux bonnes pratiques pour l'utilisation des bouteilles de gaz butane afin d'éviter les accidents domestiques. Tenue lundi dans la soirée, la cérémonie de lancement de cette manifestation qui s'étalera jusqu'au 29 mars, au niveau de l'Office Riadh El-Feth d'Alger a été supervi-

sée par le président directeur général (P-dg) de Naftal, Djamel Cherdoud, en compagnie notamment du secrétaire général du Syndicat national de Naftal, Amrani Abdelhak, e des cadres du Le choix du Ramadhan pour l'organisation de cette manifestation est motivé par l'utilisation croissante d'équipements alimentés par les bouteilles de gaz au cours de ce mois, d'où l'intérêt d'expliquer aux visiteurs comment bien les utiliser pour éviter des accidents domestiques, que ce soit le choix des accessoires (flexibles et détendeurs) ou les gestes à adopter pour le transport, le changement et la vérification du branchement des bouteilles de gaz butane, mais aussi, en cas de détection de fuite de gaz à domicile. S R.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Aoun reçoit une délégation de l'UNOP

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, mardi, une délégation de l'Union nationale des opérateurs de la Pharmacie (UNOP), conduite par Abdelouahed Kerrar, pour débattre de certaines préoccupations liées à l'industrie pharmaceutique, indique un communiqué du ministère. Le débat a porté principalement sur les problématiques liées à l'enregistrement des produits

pharmaceutiques, l'allégement des procédures en vue d'améliorer l'accès aux médicaments dans les plus brefs délais, la promotion de la production locale de médicaments à haute valeur ajoutée, à l'instar de l'insuline et des médicaments anticancéreux en mode « Full Process », outre la nécessité pour les opérateurs pharmaceutiques d'adhérer aux efforts du ministère pour développer la numérisation du secteur et assurer la

disponibilité des médicaments, a précisé le communiqué. La nécessité de réviser les textes réglementaires afin de lever tous les obstacles auxquels font face les opérateurs pharmaceutiques et de coordonner avec les autres secteurs ministériels concernés par la promotion de la production et de la distribution de certains médicaments, notamment les médicaments anticancéreux, a été, également, évoquée, à cette occasion. Au

terme de cette rencontre, le ministre a donné des instructions aux services ministériels concernés pour intensifier la coordination avec tous les acteurs et organiser des rencontres et des journées de sensibilisation quant à la nécessaire adhésion à la démarche adoptée pour développer le secteur de la production pharmaceutique et garantir une disponibilité continue pour répondre aux besoins des patients, a conclu le communiqué.

RÉALISATION DE PROGRAMMES D'HABITAT

Belaribi insiste sur le respect délais

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a mis l'accent, mardi à Tissemsilt, sur le respect impératif des délais de réalisation des divers programmes de logements affectés à la wilaya, en sus de veiller à la qualité des travaux. En visite d'inspection dans cette wilaya, le ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer les procédures de-

vant permettre aux bénéficiaires de lots sociaux destinés à l'auto-construction d'accéder aux aides financières allouées par l'Etat à la concrétisation de ce programme d'habitat. Le ministre a fait part de la disponibilité de son secteur à accompagner la wilaya de Tissemsilt dans la concrétisation de son programme inhérent à l'éradication de l'habitat précaire et des bidonvilles.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Lancement du premier incubateur d'affaires numérique

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a présidé, hier à Alger, le lancement du premier incubateur d'affaires numérique et de la plateforme "Inchighalati" dédiée aux œuvres universitaires. Dans une allocution prononcée à cette occasion, en présence de représentants des partenaires économiques du secteur, M. Baddari a précisé que "l'Université s'est pleinement engagée dans la révolution numérique en vue de parachever ce processus à travers le lancement de 54 plateformes numériques à l'effet de répondre aux besoins des acteurs à savoir, les ensei-

gnants, les étudiants et les travailleurs en sus du passage du papier au numérique". "Le renforcement de la numérisation par le lancement de l'incubateur d'affaires numérique, premier en son genre dans la région Maghreb, permettra aux étudiants porteurs d'idées innovantes de les transformer en projets de start-ups pour contribuer ainsi à la création de la richesse", a ajouté le ministre. L'incubateur numérique assure un accompagnement aux étudiants pour évaluer la réalisabilité de leurs idées pour les transformer en produits commercialisables. Il permet aux étudiants de tisser des relations, de créer une équipe de travail avec leurs

collègues, de contacter les experts pour profiter de l'accompagnement et de la formation en termes d'entrepreneuriat et de rencontrer les partenaires économiques afin d'obtenir des financements pour leurs projets. Dédiée aux 440.000 étudiants résidents, la plateforme "Inchighalati" a pour objectif de simplifier, de contrôler et de promouvoir les œuvres universitaires. Elle permet d'introduire des réclamations relatives à la qualité des services tels que les dépassements enregistrés dans le domaine du transport. La plateforme adopte un système d'investigation pour se rapprocher des préoccupations de cette catégorie.

Erratum

Nous tenons à rectifier le décalage survenu dans l'édition du dimanche 24 mars 2024, portant numéro 345 au lieu de 344. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs qui auront rectifiés de même.